

# Direct n°124 - François Asselineau répond à vos questions

**Personne 1 :** Bonsoir à toutes et à tous. Merci d'être présents pour ce n°124 de nos directs. Nous sommes aujourd'hui le mercredi 2 septembre 2026. On entame maintenant donc... Eh bien le... Non, qu'est-ce qu'on entame ? On entame rien du tout. On est en plein milieu du troisième trimestre. Mais on sera bientôt à l'automne. Voilà. Je vous donne un rendez-vous le 9 septembre. Et ça sera le n°125. Donc manifestez-vous si d'aventure vous souhaitez participer. Alors il y a quand même pas mal de demandes. Donc il faut les compartimenter, puisqu'on ne peut pas avoir plus de 2 personnes dans la régie. Nous avons ce soir Marc Nepala. Mais en revanche, nous avons Lucas, qui est au commandement, qui fera donc office de commandant de bord. Il y a également donc Louise, qui est notamment la voix et également l'inspiratrice et la muse de ces directs. Nous avons également la présence de Anne, je crois, qui est également... Qui est une adhérente, qui était déjà là d'ailleurs la semaine dernière. Et nous avons la présence de Anis. Je le vois à peine. Voilà. Anis, qui est un adhérent, un jeune adhérent, qui a 25 ans, je crois, et qui dans la vie, s'occupe d'intelligence artificielle. Voilà. Et puis nous avons toujours Xavier, je crois, qui est en Alsace, qui assure, qui suit un petit peu les questions. On va passer aux questions très vite. Je voulais simplement dire et insister sur le fait que donc à la fin de ce mois-ci, nous aurons l'université d'automne, qui se tiendra donc le vendredi pour le bureau politique et le Conseil national de l'UPR, donc le vendredi après-midi, donc pour les cadres du mouvement. Et puis le samedi et le dimanche matin, qui eux sont pour le grand public. Donc si vous faites partie du grand public, eh bien on vous propose de vous joindre à notre université. Vous avez - j'en ai déjà parlé plusieurs fois - vous avez tous les détails sur le site internet. Ça se situe à Valère, en André-Douart, à quelques kilomètres du magnifique château d'Azé-Rideau. Il y a un petit château de la Renaissance qui appartenait à un banquier. Il n'est pas une demeure royale, mais qui est absolument magnifique, autant qu'il a été bien aménagé maintenant par France Monument. Après, elle a été délaissée pendant plusieurs décennies. Et puis donc dans cette université, le matin, nous aurons... Le samedi matin, c'est -à-dire le samedi 26, je crois, nous aurons une table ronde. C'est sur l'éducation, comment redresser l'éducation nationale en France, parce que c'est la catastrophe. De toute façon, tout est une catastrophe. Mais c'est un sujet quand même novateur que nous abordons de front avec donc un certain nombre d'intervenants, M. Brighelis notamment, mais je vous laisse découvrir les autres. Et puis je dis Brighelis parce qu'il est très connu pour avoir fait un livre. Et puis c'est la première fois qu'il viendra. Mais il y en a d'autres qui viennent aussi. Et l'après-midi, nous aurons une table ronde sur le développement de l'Asie, en particulier de la Chine, mais l'ensemble du basculement du monde vers l'Asie et plus généralement vers les Brics. C'est le rôle de la France dans tout ça. Et nous aurons la présence aussi de personnes que nous n'avons jamais eues auparavant, comme Pierre Connaissat ou bien également Jacques Hogard, général Hogard, colonel Hogard. Donc ce sont des personnalités qui vont apporter, enrichir nos débats. Et puis ensuite, il y aura le discours de rentrée du président, c'est -à-dire de moi-même, et où je donnerai le coup d'envoi de notre campagne pour l'élection présidentielle, puisqu'on va vraiment entrer dans le vif du sujet. Voilà. Vous le voyez un peu partout d'ailleurs. L'élection présidentielle commence à mobiliser les esprits, mobiliser aussi beaucoup d'énergie, beaucoup de déclarations, plus un tempêtif les unes que les autres, de gens qui veulent en fait essayer d'en profiter pour se faire un petit coup de pub. Je rappelle à toutes les personnes qui veulent garder le sens des réalités... Je vois parfois sur les réseaux sociaux des gens qui disent « Il y aura bientôt plus de candidats que des lecteurs. Il y en a déjà 29, il y en aura 35 ». Non, non, calmez-vous, calmez-vous. Il y a cette loi d'hérein qui est l'obtention de 500 parrainages d'élus locaux. Or, ça, c'est extrêmement difficile à obtenir. De telle sorte que l'on est certain, pour des raisons mathématiques d'une part, et par le fait que par ailleurs, deux tiers des maires refusent de parrainer un candidat,

sachant qu'un maire ne peut parrainer qu'un seul candidat ou zéro, mais ne peut pas en parrainer deux. C'est un vrai souci, d'ailleurs. On ne peut pas avoir mathématiquement plus de 12 candidats, sachant également que quelques grands partis siphonnent le maximum de parrainages à leur profit, dont 2 000 ou 3 000 ou 4 000 parrainages, pour empêcher les petits copains d'avoir des parrainages. Voilà. Donc je le signale, parce que c'est un vrai sujet. Il y a des gens qui croient qu'il va y avoir une espèce de foire d'emploi général. Non, il y aura environ 11, 12, 13 candidats. Voilà. C'est pas davantage. C'est pour ça que ne vous enflammez pas. Vous devriez plutôt vous poser une question qui est pourquoi est-ce que certains... Il suffit qu'ils disent qu'ils sont candidats pour que d'un seul coup comme par miracle tous les plateaux de radio et de télévision s'ouvrent à eux. Et d'autres... Et vous imaginez de qui je parle. Je parle de moi. J'ai déjà annoncé depuis longtemps que j'étais candidat. Et moi, je n'ai jamais rien à quoi que ce soit. Voilà. Donc je ne vais pas ici recommencer cette litanie, parce que certains me reprochent en plus de me plaindre. C'est -à -dire que je ne me plains pas pour moi. Je me plains pour vous. C'est -à -dire qu'en fait, eh bien nous sommes interdits de facto de médias. Alors on va prendre encore de nouvelles initiatives ces jours-ci. Mais il y a un livre qui vient de sortir ou qui sort ces jours-ci, je crois, sur notamment le système bouloré, et où on s'aperçoit que Bolloré a décidé d'avoir sa propre écurie avec des gens qu'il veut placer à la présidence de la République. Voilà. Donc j'insiste ici. Les candidats qui se présentent à vous et qui passent dans les grands médias, même s'ils vous apparaissent, vous leur renversez la table, etc., non, non, non. Ils respectent un agenda très précis. Et ça n'est pas pour rien que personnellement, je suis interdit d'antenne. C'est presque un hommage du vice à la vertu. C'est presque la preuve que vous pouvez me faire confiance pour renverser la table. Mais la renverser vraiment. Voilà. Vous le savez, j'ai déjà eu l'occasion de le dire plusieurs fois. On aura l'occasion d'y revenir. Mais je m'adresse ici notamment à tous ceux qui sont dégoûtés par la politique, qui disent « Oh, de toute façon, ils sont tous pareils », tous ceux qui disent « Ah non, mais moi, je vais m'abstenir, parce que ça, ça va les ennuyer ». Non, non, non. L'abstention... Au contraire, le système se félicite de voir des opposants s'abstenir. C'est la meilleure chose que vous puissiez offrir jusqu'à moi aux oligarques qui ont mis la main sur le pays. Voilà. Non. Si vous voulez vraiment, vraiment que votre vote en 2027 servent à quelque chose... Alors il y a des gens qui rêvent en disant « Oui, de façon... Voter ne sert à rien », qui citent « Coluche, y voter servait à quelque chose ». Ça serait interdit depuis longtemps. Mais très bien. Je vois des gens qui m'écrivent en disant « Mais enfin, M. Assiseau, comment pouvez-vous encore tomber dans ce panneau ? Ça sert à rien ». Mais je dis « Mais vous proposez quoi ? ». Voilà. Il n'y a plus personne. Voilà. Et les gens qui disent « Oui, il faut une nouvelle constitution. Il faut ci, il faut ça. Mais pour faire une nouvelle constitution, il faut arriver au pouvoir ». Bon. Voilà. Donc ils proposent quoi ? En fait, ils ne proposent rien. Donc il y a des gens qui sont des professionnels du désespoir. Des professionnels... C'est comme les gens qui disent « Ah oui, de toute façon, moi, je ne vois personne ». Il y a absolument personne qui puisse correspondre à ce qu'il faut pour sauver la France. C'est quand même assez extraordinaire. Non, non. Il y a quelqu'un. Il y a moi. Et s'il n'y a personne, c'est parce que je ne suis pas présenté. Voilà. Donc j'insiste ici auprès de tous les professionnels du désespoir, plutôt que de dire qu'à personne, il ferait mieux de nous rejoindre, d'autant que certains d'entre eux nous connaissent archi par cœur. J'en ai même invité certains ici autour de cette table. Mais il y a également tous ceux qui se disent « Je vais faire bisquer de rage le système en m'abstenant ». Pas du tout. Ça, c'est ce qui peut leur servir. La chose qui fait le plus peur aux oligarques, c'est de voter à saison en 2027. Voilà. C'est vraiment fondamental. Vous avez d'un côté tous les candidats qui servent le système, y compris Mme Le Pen, y compris Mélenchon, y compris Mélenchon. C'est très très important à comprendre. Et puis vous avez... Parce que sinon, il passerait pas dans les médias. Voilà. Et ça n'est pas parce qu'il est critiqué que ça te prouve quoi que ce soit. C'est important que quelqu'un soit critiqué. Le Pen était constamment... Jean-Marie Le Pen était constamment diabolisé, mais il passait dans les médias. Et il a énormément servi le système, comme je l'ai expliqué, puisque ça a permis d

'arriver à la situation dans laquelle on est. Voilà. Donc Mélenchon, c'est exactement pareil. Mélenchon ne pourra pas être élu président de la République, parce que tous les sondages montrent qu'il suscite une aversion... Justifier ou pas justifier, c'est un autre problème, mais une aversion très majoritaire chez les Français. Et si d'aventure, quelle que soit la personne qui sera face à Mélenchon au deuxième tour, elle sera élue. C'était le même cas que ce que faisait Jean-Marie Le Pen. Voilà. Alors certains peuvent se dire « Mais non, c'est pas vrai », etc. Pendant 8 fois, c'est ce qui s'est passé avec le Rassemblement national qui jouait ce rôle. C'était une espèce d'épouvantail qui faisait élire la personne qui était en face de lui. Non, non. Si vous voulez vraiment changer le système en 2027, et c'est fondamental de le changer, il faut que vous ne vous absteniez pas. Il faut que vous votiez pour le candidat qui vous est caché par les oligarques. Après cette petite introduction, on passe aux questions.

**Personne 2 :** Bonsoir, mesdames et messieurs. Merci pour votre présence et d'ores et déjà pour vos pouces, vos commentaires et vos partages. Bonsoir, François Asselineau. Voici donc la première des questions sélectionnées par vos équipes. C'est une question d'Alexandre. Bonsoir, M. Asselineau. Comme vous le savez, les Islandais ont par référendum rejeté la reprise des négociations avec l'UE, rejetant ainsi de facto leur adhésion. Quel affront pour Ursula von der Leyen ? Qu'en pensez-vous ? Oui, c'est

**Personne 1 :** plus qu'un affront pour Ursula von der Leyen. Alors c'est extrêmement intéressant. J'ai fait un nom tweet auquel je me permets de vous renvoyer, parce que j'ai pas forcément toutes les dates à l'esprit. J'ai cru et nécessaire sur un tweet de faire un petit peu l'historique de tout ça. L'historique, c'est qu'il y a eu dans un passé relativement récent · je crois que c'est dans les années 2010, 2013 ·, il y avait eu dans 2010 un gouvernement social-démocrate islandais qui avait entamé des négociations pour adhérer à l'UE. Donc il avait déposé une demande officielle. Et puis la demande, 6 mois après · je me rappelle plus · 2010, 2012, 2013, 6 mois après, ça avait été accepté. Et puis quelques années après, 2, 3 ans après, il y a eu un changement de majorité à Reykjavik, donc à la capitale. Et c'est un gouvernement eurocritique qui est arrivé au pouvoir et qui a arrêté les négociations. Et qui a arrêté les négociations. Ça a été enfin en deux temps. Dans un premier temps, il a suspendu. Puis dans un deuxième temps, il a dit que c'était terminé. Il est même allé jusqu'à un signifié à l'UE, à la Commission européenne de l'époque, qu'il retirait même sa demande d'adhésion. Et il s'est passé quoi ? Il s'est passé que... Alors très récemment, ça devait être en 2024, 2025, je pense. Il y a eu un changement encore une fois de majorité. C'est la règle de la démocratie. Et donc il y a eu une nouvelle coalition qui est arrivée au pouvoir en Islande, avec cette fois-ci une Premier ministre, Mme Frostodier-Tyr, qui... Elle était prou d'UE et qui avait promis dans son programme qu'elle rouvrirait les négociations avec l'UE, mais qu'elle ferait d'abord un référendum pour cette question. Donc c'est ce qu'elle a fait. Et pourquoi est-ce qu'elle a été élue ? Elle a été élue dans un contexte très particulier, parce que l'Islande est une île qui est une petite île, qui fait à peu près 100 et quelques milles km<sup>2</sup>, d'ailleurs à peu près un cinquième, un sixième de la superficie de la France métropolitaine. C'est un pays qui compte 384 000 habitants d'après les derniers recensements, c'est -à-dire un petit peu plus que la ville de Nice. C'est un pays qui est considéré comme faisant partie du continent européen, mais qui est quand même très excentré au nord-est. Et c'est un continent... C'est une île qui a une personnalité propre, qui a été le pays des sagas islandais, c'est -à-dire des récits au rôle des Vikings avec Éric Le Rouge. C'est de là de cette terre que sont partis des Vikings qui ont découvert aux alentours du Xe · XIe siècle à peu près, qui ont découvert Terre-Neuve, qui ont fait... On a trouvé des installations. Ils se sont installés au Greenland. Greenland, ça veut dire la Terre verte, puisqu'à l'époque, il n'y avait pas du tout d'Inlandsis. Il n'y avait pas de glacier. Il faisait beaucoup plus chaud à l'époque, quand ça a été découvert, ce qui prouve que le réchauffement climatique, il y a des hauts et des bas. Et ils s'étaient installés dans Terre-Neuve, donc le nord de l'Amérique, le nord du Canada. Mais bon, ils n'avaient

pas conceptualisé le fait que c'était un nouveau continent. C'est pour ça qu'on ne considère pas que ce sont eux qui ont découvert les Premières Amériques. En tout cas, c'est un peuple fier, c'est un peuple dur, c'est un peuple courageux, c'est un peuple très homogène. Et c'est un peuple qui a été habitué à vivre sur cette terre de l'Islande, notamment à vivre de pêche. Et la pêche, les ressources alléotiques, c'est une des très grandes richesses de ce pays. Ils ont pris d'ailleurs la chasse à la baleine. Et puis parmi les richesses de ce pays, il n'y en a pas 50, il y a ça. Et puis il y a tout ce qui est énergie thermique ou énergie hydraulique par les barrages ou par la géothermie, parce que cette île est évidemment faite de volcans. Donc en matière énergétique, c'est un pays qui est autosuffisant quasiment. Et enfin, le dernier, c'est la beauté de ces paysages. Ils ont des paysages à nul autre paraitre. Enfin en tout cas, peu d'autre paraitre et qui peuvent attirer des touristes qui aiment les étendues sauvages, l'univers des sagas islandaises, etc. Voilà. Alors ce pays, il se trouve que c'est un pays qui a refusé d'entrer dans l'UE et refusé d'entrer dans l'euro. Et c'est un pays qui a sa propre politique, il a sa propre diplomatie, il a sa propre politique de rapprochement des uns et des autres. Il a conclu un accord de partenariat, quasiment de protection depuis longtemps avec les États-Unis d'Amérique. C'est l'histoire d'être à peu près à mi-chemin entre l'Europe de l'ouest et puis le nord-est des États-Unis. Donc c'est un pays qui a été quand même assez proche des États-Unis. Bien. Et l'arrivée de Trump évidemment a perturbé un peu ce système avec des déclarations à l'emporte-pièce de Donald Trump. Entre les deux mandats, il a d'un seul coup sorti publiquement qu'il voulait mettre la main sur le Greenland, que c'était fondamental pour la sécurité des États-Unis. Et puis après qu'il a été réélu, il est revenu à la charge. Vous savez, toute l'année 2025 a été émaillée par les déclarations acétonitrantes de Donald Trump. Et parfois, au lieu de dire qu'il voulait mettre la main sur le Greenland, etc., il a sa langue à fourcher. Il a fait un lapsus. Et au lieu de dire Greenland, il a dit Islande. Alors évidemment, pour un certain nombre de forces présentes en Islande qui sont pro-européennes, elles se sont dit « Il faut absolument que nous ayons la protection de l'Europe ». Et donc elles ont poussé l'agenda. Et d'où d'ailleurs l'élection de Mme Frostodotir. Et dès qu'elle a pris le pouvoir, elle a annoncé... Alors c'était au pire moment. C'était en janvier de cette année. Il y a eu une espèce de summum de la crise qui concernait les États-Unis, le Greenland, le Danemark, puisque c'est le Danemark. Le Greenland est une colonie du Danemark, même si le Greenland est sorti de l'UE et l'UE, plus l'Islande. Et donc à ce moment-là, au mois de janvier, Mme Frostodotir a dit « Ben voilà, on va faire un référendum qui aura lieu le 29 août 2026 ». Bien. Référendum non pas pour entrer dans l'UE. Elle l'avait beaucoup insisté là-dessus, mais pour simplement rouvrir les négociations. On a été abreuvé en France, comme dans les pays d'Europe occidentale, de l'UE par des médias qui sortaient des sondages en disant que c'était plié, que les Islandais allaient voter à 52%, 53 % en faveur de la réouverture des négociations. Et puis ce qui s'est passé - vous l'avez vu - le 29 août, c'est pas d'attrape. C'est le contraire. C'est à-dire qu'en fait, il y a eu à peu près 52,8 % - je crois - d'Islandais qui ont dit non et qui ne voulaient pas rouvrir les négociations. Alors j'ai vu aussitôt d'ailleurs des pro-européens sur les réseaux sociaux, des gens qui sont venus d'ailleurs sur ma page, sur mon compte Twitter, avec une mauvaise foi absolue, absolue, en train de dire premièrement eh bien que c'était pas un nom à l'Europe. C'était un nom à la réouverture des négociations. C'est vraiment ce mot qui est dur. Ce qui était prévu, c'est que s'ils avaient dit oui, il y aurait eu des négociations. Et ensuite, il y aurait eu un référendum pour savoir si les Islandais étaient d'accord pour entrer dans l'UE en peine avec le résultat de ces négociations. En fait, les Islandais, ils ont même pas voulu ouvrir les négociations. On peut pas dire que ce soit... Si c'est un nom à l'Europe ou carré, si l'on peut dire. Ils ont même pas voulu entamer les négociations. Donc évidemment, c'est une gifle pour l'UE, pour l'idéologie, l'idéologie d'une union sans cesse s'étendant, puisque c'est un petit peu comme l'UE soviétique finissante. On essaie de trouver dans l'extension du nombre des adeptes la justification d'une idéologie moribonde. Plus l'ASS s'enfonçait dans les années 70, les 80 dans la catastrophe, et plus le gouvernement de Moscou faisait essayer de faire entrer... On avait eu en 1975 la Langola, le

Mozambique. Ça, c 'était en 1974. Après ça, on avait eu Madagascar. On avait eu le Vietnam, le Cambodge, le Laos, etc., etc. L 'Afghanistan, 1979. Alors même que tout ça s 'effondrait, le livre d 'Emmanuel Todd que je cite souvent « La chute finale » avait été publié en 1976. Mais on expliquait finalement que l 'UE et le camp du socialisme étaient en train de gagner, de plus en plus d 'États. C 'est exactement la même chose. Vu de Bruxelles, c 'est ça. Mais vu de Reykjavik, c 'est pas comme ça que les choses se sont passées. Et ce qui est intéressant, c 'est d 'entrer un peu dans le livre du sujet. Parce que le moins qu 'on puisse dire, c 'est que les médias ont rapidement passé ça sous la table. Ce qui est très important à comprendre, c 'est premièrement que l 'Islande est, avec la Suisse et la Norvège, l 'un des 3 pays au monde qui sont systématiquement au sommet de l 'indice de développement humain, l 'IDH, qui est un indice qui est calculé par le programme des Nations unies pour le développement de l 'ONU chaque année. Allez voir. Vous allez sur Twitter, sur Wikipédia. Vous verrez classement du PNUD, indice IDH. Alors c 'est un indice composite qui tient compte du PIB par habitant, parité de pouvoir d 'achat. Il tient compte plus ou moins de l 'accès des femmes à la vie politique. Voilà. Il doit y avoir aussi l 'espérance de vie à la naissance. C 'est un indice composite qui est censé donner une idée de développement et de bonheur collectif. C 'est pas tout à fait l 'indice du bonheur qu 'a inventé le roi du Boutan, qui lui a proposé ça aux Nations unies. Mais on s 'en rapproche quand même. Et donc il est assez extraordinaire de voir que l 'ONU, chaque année, calcule l 'IDH. Et chaque année, on a au sommet le trio. C 'est Islande, Suisse, Norvège. Dans l 'ordre ou dans le désordre, parfois, c 'est Suisse, Norvège, Islande, Suisse, Islande, Norvège, Norvège, Islande, Suisse, etc., qui sont les trois... Or, ce sont les trois pays d 'Europe occidentale qui ont refusé d 'entrer dans l 'UE et dans l 'euro. Alors c 'est un peu fâcheux pour l 'idéologie, parce que c 'est la preuve exacte que ce que l 'on nous raconte, ce sont des carabistouilles. Je rappelle qu 'il y a un peu moins de 10 millions d 'habitants en Suisse, qu 'il doit y avoir à peu près 5 et quelques millions, 5,5 millions d 'habitants en Norvège, et 394 000 habitants en Islande. Certains disent « Oui, mais la Suisse, c 'est le paradis des banques ». C 'est pas vrai du tout. Les banques représentent 5 % du PIB suisse. La Suisse est aussi un pays agricole. C 'est aussi un pays industriel avec des très grandes industries, industrie agroalimentaire comme Nestlé, qu 'un certain nombre de gens connaissent, mais aussi en matière de chimie, en matière de pharmacie, en matière d 'optique, en matière d 'horlogerie. Enfin la Suisse est un grand pays... Bon. Sur la Norvège, on dit « Oui, mais c 'est un émirat pétrolier, parce qu 'ils ont du gaz », etc. Oui, c 'est vrai. Mais le gouvernement norvégien a très bien géré ses affaires. Il a constitué un fonds souverain norvégien pour les générations futures. Et donc ça se passe très bien pour les Norvégiens. Merci pour eux. Et puis alors sur l 'Islande, on sait plus quoi dire, parce qu 'il n 'y a pas de grandes industries, il n 'y a pas non plus d 'hydrocarbures. Donc en général, les gens se taisent sur l 'Islande. Il faut bien comprendre que l 'Islande... Donc ça fait plus d 'un tiers de siècle maintenant depuis l 'UE, que le peuple islandais fait un bras d 'honneur, ne veut pas entrer dans l 'UE. Et ils s 'en portent très bien, puisqu 'en fait, ils sont à la tête au sommet de l 'indice de développement humain dans le monde. Ils se portent très bien dans leur île. Merci pour eux. Ils ont d 'ailleurs un PIB par habitant qui est de l 'ordre de à peu près 90 000 · par an, un PIB par habitant. Et en parité de pouvoir d 'achat, ça se classe 25 % au -dessus du PIB moyen de l 'UE en nombre brut. C 'est 89 000 ·, je crois, le PIB par habitant pour l 'Islande, et 42 000 · le PIB par habitant moyen en UE. Mais en parité de pouvoir d 'achat, vous connaissez, c 'est un peu différent. Ça tient compte des taux de change. Le PIB par habitant de l 'Islande est 25 % supérieur au PIB par habitant de la moyenne européenne. De telle sorte que... Et ça, je n 'ai vu personne en parler, mais absolument personne en parler dans les grands médias français. Les Islandais se sont rendus compte en se grattant la tête que quelles seraient les conséquences financières s 'ils entraient dans l 'UE. Eh bien il faudrait qu 'ils donnent... Comme tous les États, comme les 27 États précédents, ils seraient le 28e. Il faudrait qu 'ils donnent de l 'argent à la Commission. Et la Commission lui restituerait de l 'argent sous forme de subventions européennes. Mais comme je les explique maintenant depuis 19 ans et demi, la Commission ne redonne pas le

même montant. Elle donne soit plus, soit moins. Elle donne plus aux pays pauvres. Elle donne moins aux pays riches. Ça veut dire que si l'Islande était entrée dans l'UE, elle aurait donné chaque année une somme tout à fait considérable à la proportion... Parce que c'est au prorata du PIB à l'UE, qui l'aurait restituée, une somme moins importante. Alors j'ai regardé des ouvrages spécialisés sur le sujet. On estime en gros que ça aurait pu coûter... La contribution nette de l'Islande à l'UE aurait pu représenter quelque chose comme 100 à 150 millions d'euros chaque année. Alors bien, par rapport à la France, c'est pas beaucoup, puisque nous, on a une contribution nette de l'ordre de 13 milliards d'euros. Nous, on a 67 millions d'habitants. On a une économie quand même très très très considérable. Alors que là, on parle de la ville de Nice. Bon. Mais ça veut dire que la contribution nette qui était prévue pour l'Islande, si vous le divisez par cette 2 PIB et 394 000 habitants, si l'Islande était d'entrée dans l'UE, ça lui aurait coûté quelque chose comme à peu près 380 €, 350 à 400 € par an. Et par habitant, 350 ou 380 € des bébés jusqu'aux personnes qui sont dans les EHPAD auraient coûté d'entrée dans l'UE avec quel résultat ? Le résultat, c'était quoi ? C'était de se mettre sous la coupe de Mme von der Leyen, d'avoir une politique étrangère qui lui serait imposée. Or, la politique étrangère de l'Islande est une politique qui est autonome, indépendante. Il se trouve qu'ils font partie de l'OTAN. Donc ils participent aux sanctions contre la Russie, ce qui est pas forcément bien. Mais enfin, c'est comme ça. Mais il se trouve aussi que c'est un pays qui a une diplomatie indépendante. Par exemple, le savez-vous, je crois bien que c'est l'Islande qui dès 2011 a été le premier pays d'Europe occidentale à reconnaître l'État de Palestine. Ils ont une diplomatie indépendante. Ils ont aussi une diplomatie très active vis-à-vis de la Chine. Ils ont signé un partenariat stratégique avec la Chine. Pourquoi ? Parce que la Chine, elle voit un moyen de s'implanter dans l'Atlantique du Nord-Est, d'autant plus que maintenant, les Chinois et les Russes viennent d'ouvrir la voie commerciale par l'océan glacial arctique avec des navires. Du fait du réchauffement climatique, c'est plus facile à passer cette voie. Et évidemment, les Islandais n'ayant pas d'industrie automobile... Ben eux, ils n'ont pas d'industrie... Globalement, ils n'ont pas beaucoup d'industrie, presque pas grand-chose. Ils préfèrent être en bon terme avec les Chinois, qui sont devenus l'usine du monde. Ils n'ont pas du tout intérêt à prendre des mesures de rétorsion contre la Chine. Donc leur intérêt national, c'est de rester là. Et puis c'est pas tout. C'est que le gros sujet pour l'Islande, c'est les pêcheries. Ce sont les ressources adiautiques. Or, s'ils étaient entrés dans l'UE, c'était l'UE qui mettait la main sur les ressources de pêche et qui allait envoyer des chalutiers venus des Pays-Bas, venus d'un peu partout pour aller racler les fonds marins islandais qui appartiennent dans la zone économique exclusive de l'Islande. C'est la richesse n°1. C'est plus que la richesse n°1. C'est aussi l'identité nationale. Je rappelle qu'il y avait un romancier français qui est un petit peu moins connu qu'il le fut, qui est Pierre Loti, à la fin du XIXe siècle, début XXe, qui avait écrit des ouvrages justement sur des voyages. Et notamment, il avait écrit un ouvrage célèbre qui s'appelle « Pêcheurs d'Islande ». Ça fait partie de l'identité nationale des Islandais. Donc ils se sont dit « Attendez. On va devoir payer 380 € pour se ramasser la mer van der Leyen, qui va venir nous prendre notre argent, nous prendre nos ressources adiautiques, nous interdire d'avoir le partenariat avec les Chinois qui nous favorisent, nous entrer en choc frontal avec les États-Unis. C'est quoi l'intérêt, en fait ? C'est ça. Voilà. Donc c'est aussi simple que ça. Alors certains disent... J'ai vu des gens avec une mauvaise foi extraordinaire qui ont dit « Oui, mais de toute façon, ils sont des espaces économiques européens. Donc ça ne change pas grand-chose. Mais ici, ça change tout, espaces économiques européens ». Bien sûr que l'Islande accepte, applique un certain nombre de règlements commerciaux qui sont édictés par l'UE, comme la Suisse le fait, ce qui favorise à la fois les importations et les exportations. L'importation et exportation, qui d'ailleurs sont à 95 % par voie maritime. Bon. Bien sûr, ils le font. Mais il y a des gens qui disent « Oui, mais ils ne sont pas dans l'UE. Ils peuvent pas influencer sur le résultat ». Donc ils se moquent. L'Islande, c'est 0,08 % de la population de l'UE. Ils auraient eu 6 députés sur 735 au Parlement européen. Ils ne représentaient absolument rien du tout. Même dans les votes à la majorité qualifiée, ça ne représentait rien du tout.

Donc ils auraient été obligés d 'accepter ce qui était décidé, que ça plaise ou pas. Le seul truc où ils auraient pu éventuellement... intervenir, c 'est mettre un droit de veto, par exemple, pour changer les traités. Enfin, c 'est un droit de veto qui est déjà largement utilisé, enfin qui bloque déjà toute réforme des traités par ailleurs. Voilà. Qu 'est -ce qu 'on peut dire encore sur cette histoire ? Bon, ben j 'ai parlé de ça. Bien sûr, le marché de l 'énergie européen, ils en ont pas besoin, puisque ils sont très contents d 'avoir leur géo -ingénierie plus l 'hydroélectricité. En matière de politique agricole, ben ils font ce qu 'ils veulent. Ils sont pas astreints d 'aller acheter la viande du Mercosur. En matière de politique industrielle, ils ont leur propre politique. Je vous l 'ai dit, ils se tournent vers la Chine. En matière de politique étrangère, j 'en ai parlé également. Voilà. En fait, ils avaient aucun intérêt à aller financer pour rien du tout cette affaire. Donc ils ont dit non. Et alors ce qui est vraiment important de comprendre, c 'est que ça fait voler en éclats un certain nombre d 'arguments essentiels de la propagande européiste. Le premier argument, c 'est les gens qui disent « La France serait trop petite pour être seule au monde ». Il s 'agit pas d 'être seule au monde. Il s 'agit d 'être débarrassé d 'une tyrannie dirigée par Mme von der Leyen et d 'être soi -même. Voilà. Rendre compte que l 'Islande, avec 394 000 habitants, se porte... Un des pays qui se porte le mieux au monde et qui ont fait un bras d 'honneur à l 'UE, ils se sont pas laissés intimider par les ragots du style « Oui, on est beaucoup trop petit face au reste du monde ». Deuxième bobarde de la construction européenne, c 'est que la jeunesse serait pro -européenne et que ce serait que des vieilles barbes qui seraient comptes. Alors je vais faire une vidéo sur le sujet. J 'en ai déjà parlé dans mon tweet récent. En fait, ce qui est ressorti de ce référendum, c 'est que les moins de 25 ans ont voté non à 60%. Ils ont voté beaucoup plus non que les autres. Voilà. C 'est -à -dire la jeunesse islandaise a rejeté ça. Et ils ont rejeté ça pourquoi ? Parce qu 'ils voulaient garder les pêcheries. Ils voulaient pas donner leur argent pour se faire diriger par Mme von der Leyen. Et ils veulent garder leur souveraineté et leur indépendance nationale. Voilà. D 'ailleurs, en plus, l 'économie islandaise se porte pas si mal. Ils ont notamment des réglementations bancaires qui leur permettent de serrer le kiki des banques. Ils ont pris une loi anti -spéculation parce qu 'ils ont des taux d 'intérêt assez élevés. Mais là, j 'ai pas le temps de vous expliquer le pourquoi du comment. Mais tout ça fait que globalement, l 'économie islandaise se porte bien. Et ils ont beaucoup développé le tourisme, ce que je signale, que maintenant, ils reçoivent... Je crois que c 'est assez important. Je crois que c 'est quelque chose comme à peu près 2 millions et quelques de visiteurs étrangers par an, 2 400 000, 2 500 000 visiteurs touristes étrangers par an, ce qui fait quand même... Si vous le disiez par le nombre d 'Islandais, ça fait à peu près 6 touristes étrangers par Islandais. Alors que la France, qui est la première destination touristique mondiale où nous avons dépassé les 100 millions de visiteurs par an, 102 millions... Bah si vous divisez 102 millions par 65 millions, vous découvrirez qu 'en France, on a à peu près 1 ,5 touriste étranger par habitant. Donc le tourisme en Islande est 4 fois plus important dans le PIB qu 'il ne l 'est en France, pour fixer un petit peu les ordres d 'idées. Alors j 'en avais profité dans ce tweet. Mais je vais faire une vidéo spécifique sur le sujet pour montrer... J 'ai regardé sur l 'ensemble des référendums qui ont eu lieu depuis maintenant, depuis 1972 pour l 'entrée dans l 'UE, pour la sortie, c 'est le Brexit, ou pour l 'entrée dans l 'euro, etc. Bah je vous renvoie à ma vidéo. Vous verrez que dans la très grande majorité des cas, les jeunes générations sont toujours celles qui sont le plus hostiles à l 'entrée dans l 'UE. Il y a 3 seuls contre -exemples. C 'est pour l 'entrée de la Pologne, l 'entrée de l 'Autriche dans l 'UE, et c 'est pour le Brexit où effectivement, les jeunes Britanniques ont voté très majoritairement contre le Brexit. Mais à part ces 3 exemples, dans tous les autres cas, y compris en France, eh bien ce sont les jeunes qui ont été... Les catégories qui ont le plus rejeté l 'UE. Voilà tous les enseignements que l 'on peut tirer pour le moment. Alors est -ce qu 'il va y avoir des forces qui vont remonter au créneau ? Frustré de tir, le Premier ministre a dit que non, que c 'était définitif. En tout cas, je pense que ça va reporter pour un certain nombre d 'années maintenant. Ça montre aussi quelque chose qui est fondamental. C 'est qu 'il y a une vie après l 'UE et que la construction européenne, comme la construction du socialisme, ça n 'est pas une loi de l

'histoire. L 'histoire, elle est pleine de rebondissements. Et en fait, on voit bien que désormais, il n 'y a plus aucun, aucun enchantement du rêve européen. Ça, c 'est fini depuis belle durée.

**Personne 2 :** · Une question de Jean Denis. Bonjour à tous. M. Haddad a écrit suite au référendum en Islande « Contrairement aux empires prédateurs qui nous entourent, notre Europe respecte la souveraineté des peuples qui veulent la rejoindre ou la quitter. C 'est sa force. Donc ils doivent vous respecter si vous souhaitez représenter le Frexit. Qu 'en pensez -vous ? Pouvez -vous vous servir de cela pour vous faire entendre un peu plus ? Bon courage. » · Écoutez,

**Personne 1 :** je ne connaissais pas cette citation de M. Haddad, qui est ministre d 'Affaires européennes ou ministre du Créateur d 'État, je sais plus quoi, ministre déléguée, je crois, aux Affaires européennes. M. Haddad, qui est très, très, très proche des intérêts américains, je crois qu 'il a travaillé au Conseil on Foreign Relations, quelque chose comme ça. Il a été pingué, d 'ailleurs, je crois · non, je sais pas · par la Cour des comptes pour aller tous les 4 matins, c 'est -à -dire plusieurs fois par mois aux États -Unis d 'Amérique, oui.

**Personne 2 :** · Ministre délégué chargé de l 'Europe en France.

**Personne 1 :** · Oui, c 'est ça, de l 'Europe en France. Oui, ministre français chargé de l 'Europe. Donc voilà. Dire qu 'on respecte la souveraineté... Non, non, non. M. Haddad ment. M. Haddad a déjà oublié peut -être que les Français ont voté non à 55 %... Enfin 54 ,8 % en 2005 contre la Constitution européenne, et qu 'on nous l 'a imposé quand même. Il l 'a peut -être oublié. Bon. M. Haddad a oublié aussi que lorsqu 'un peuple vote mal, entre guillemets, vote non, on le force à voter, voter, voter jusqu 'à ce qu 'il vote bien. Voilà. Ce qui n 'a pas toujours été le cas. Les Norvégiens, ils se sont déjà ramassés deux référendums. Les deux fois, ils ont dit non. Deux fois, ils parlent d 'un troisième référendum pour entrer dans l 'UE. C 'est même chose, d 'ailleurs, avec la Suisse. En Irlande, ça a été pareil. Il a fallu plusieurs fois des référendums à répétition pour forcer les Irlandais à entrer dans le moule. Enfin c 'est... On peut pas dire que ce que dit M. Haddad soit vrai. C 'est le contraire qui est vrai. Alors effectivement, je pourrais toujours exhiper de ça pour dire « ben voilà, c 'est normal que l 'on me donne un peu la parole ». D 'ailleurs, vous avez vu, j 'ai fait là aussi un tweet sur ce sujet. Il y a la Fondation Beaudoin, qui est une fondation de recherche sociologique, universitaire, etc., qui se veut purie partite, indépendante, etc. C 'est une fondation belge qui sort régulièrement un baromètre d 'un certain nombre de points de l 'opinion publique, notamment de l 'opinion publique française. Et donc on s 'aperçoit qu 'il y a jamais eu autant de Français qui veulent sortir de l 'UE d 'après ce sondage, puisque 'ils disent qu 'il y a 54 % de nos compatriotes qui voudraient sortir de l 'UE. Alors ça ne recoupe pas les enseignements tirés d 'autres sondages. Les sondages du style l 'IFOP, Sofres, etc., eux, ils disent 25%. Donc le moins qu 'on puisse dire, c 'est qu 'entre 25 % et 54%, il y a quand même une marge considérable. Sauf que les instituts de sondage en France, on sait qu 'il les détient, et que ces instituts de sondage, en fait, font plus de politique que de statistique, alors que là, cette fondation belge, a priori, elle n 'a pas d 'intérêt particulier, puisque c 'est un pays étranger. Elle parle de la France. Bon. Quoi qu 'il en soit, que ce soit les sondages qui minorent la volonté des Français de sortir de l 'UE, ou que ce soit la fondation Baudouin qui donne 54 % de Français souhaitant sortir de l 'UE, la meilleure chose, ça serait de demander aux Français eux -mêmes. Comme par hasard, nos dirigeants se refusent à consulter les Français. Et l 'autre chose que l 'on peut considérer, c 'est que tous les sondages se rejoignent pour indiquer que la volonté de sortir de l 'UE, que ce soit en France, en Allemagne, au Pays -Bas, même dans certains pays de l 'Est maintenant, en République tchèque, en Italie, en Grèce, elle grimpe partout. Voilà. C 'est -à -dire que la tendance est vers le Frexit, l 'Italexit, le Dexit, le Dutchxit... Dutch, ça veut dire né -oïlandais, hollandaise en anglais. Enfin bref. De partout, ça grimpe. Voilà. Et je rappelle qu 'en 2018, lorsque Macron, à Londres, avait été interrogé par la BBC au sujet du Brexit, lorsque le journaliste de la BBC avait demandé à Macron s 'il

y avait un référendum en France sur le Frexit, quel en serait le résultat, Macron avait dit « Je pense que le Frexit l'emporterait ». C'est quand même incroyable. Depuis lors, Internet a nettoyé tout ça. Mais vous trouverez encore toutes ces informations sur les journaux. Voilà. Donc dans ces conditions, je mets au défi M. Haddad, si c'est un grand démocrate, eh ben il faut que les Français se saisissent de l'élection présidentielle de 2018. 27 pour imposer ce débat. Mais on n'en est pas là. Le débat de facto est interdit par l'ensemble des médias. J'en ai parlé tout à l'heure en introduction. Voilà la situation. Mais c'est ce que l'on appelle une victoire à la pyrrus pour les censeurs, parce que toute politique de censure mène toujours ceux qui l'amènent à l'autodestruction, puisque effectivement, on peut casser le thermomètre, on peut empêcher une force de s'exprimer. Mais on voit bien que la construction européenne est entrée dans une phase de nécrose qui rappelle tout à fait l'Union Soviétique vers les années à peu près Andropov ou Chernienko. C'est -à-dire d'ailleurs du temps de Chernienko, qui était un vieillard, qui était dans un... Plus malade que ne l'était Biden, qui était vraiment quelqu'un de très âgé, qui était devenu secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique après la mort de Yuri Andropov. Et c'était un psychocasse de voir ce vieillard cacochime qui était à la tête d'un pays qui proclamait être la jeunesse du monde. Voilà. Alors c'était ça. Bah là, on est pareil. On a des européistes grandins qui nous expliquent que les jeunes sont en faveur de l'UE, qui nous sort toujours l'argument fallacieux par excellence, qui est l'argument du programme Erasmus, comme s'il avait fallu attendre la construction européenne pour avoir des échanges d'étudiants à l'intérieur de l'Europe, comme si d'ailleurs les étudiants français ne rêvaient que d'une chose, c'est d'aller faire leurs études au Luxembourg ou en Allemagne, alors que les étudiants de notre époque, ils rêvent d'aller faire leurs études aux États-Unis, en Chine, au Japon, en Australie. Le monde est à eux. Donc ces histoires d'Erasmus, c'est encore un truc qu'il faudrait démonter. Mais en attendant, en fait, de jeunesse du monde, il y a 60 % des moins de 25 ans en Islande qui ont dit non. Et on trouve le même type de résultat pour la France, par exemple lors du référendum de 2005, le référendum sur la Constitution européenne, où 55 % des Français ont voté non. Les deux seules catégories qui ont voté pour le oui, c'était les plus de 60 ans qui avaient voté oui à 54 % et les plus de 70 ans qui ont voté oui en 2005 à plus de 56%, je crois, ou 58%. C'était les deux seules catégories d'âge qui avaient voté en faveur de la Constitution européenne. Pas besoin de vous dire que l'avenir est inscrit. ·

**Personne 2 :** Tous les sondages achetés par les partis donnent Marine Le Pen gagnante de la présidentielle. Personnellement, dit Antoine, j'y crois moyennement, car comme vous l'avez rappelé récemment, le nom Le Pen lui colle encore et toujours à la peau. Et elle a de plus été récemment condamnée pour détournement de fonds publics. Qu'en pensez-vous ? Croyez-vous qu'elle pourrait tout de même être élue malgré tout cela ?

**Personne 1 :** · Alors c'est de la politique politicienne. Je pense qu'elle n'a jamais été aussi proche du pouvoir que maintenant, parce que moi, j'aime bien... Je circule un peu en France. Voilà. J'écoute les gens. Il y a quand même globalement... Il y a quand même globalement deux candidats qui ont vraiment le vent en poupe. C'est Marine Le Pen d'un côté et Mélenchon de l'autre. Et il suffit d'écouter, d'aller dans les quartiers, d'aller un peu partout, d'écouter sur les marchés, de s'interroger, d'interroger les commerçants, etc., voilà. Donc effectivement, je pense que s'il y a... D'ailleurs, c'est un peu traduit par les sondages. J'ai un peu de peine à croire les sondages qui mettent Mme Le Pen à 37%, 38%. Ça, je n'y crois pas. Je n'y crois pas parce qu'elle n'a jamais dépassé 22%. Donc ça serait un saut extraordinaire. Et deuxièmement, parce que comme j'ai eu l'occasion de le dire, il y a eu quand même des élections qui se sont produites depuis maintenant plusieurs années, en tout cas plusieurs mois, et qui n'ont pas confirmé cette évolution. Je rappelle qu'aux élections municipales, contrairement à ce que certains pensent, le résultat a été très très moyen pour le Rassemblement national, qui évoque avoir gagné quelques dizaines de villes, mais c'est des petites villes. En revanche, il a vu baisser le nombre de ces voix. Je rappelle qu'à Paris, le RN a fait

1,8 % au municipal, dans la ville de Paris -Intramuros, M. Thierry Mariani, 1,6 % ou 1,8%. Or, Paris -Intramuros, c'est l'équivalent de 20 départements ruraux en termes d'électeurs. Je rappelle que le RN a fait à Strasbourg, à Rennes, à Nantes, à Clermont -Ferrand, à Toulouse des scores entre 3, 5, 6, 7. On est très très très loin des 37%. Bon. Il est vrai que chaque scrutin a sa logique propre et que ça n'est pas la même chose que l'élection présidentielle et les scrutins municipaux. Voilà. Je rappelle aussi que par exemple, à Toulon, on avait beaucoup parlé de Mme Laure Lavalette, qui devait remporter la mairie de Toulon. Elle a été battue. Or, je rappelle que du temps du FN, le Toulon avait été gagné par le FN et par Jean -Marie Lechevalier. Voilà. C'est pour ça que... Je rappelle aussi qu'il y a eu une élection partielle en Haute -Marne il y a 1 mois, 1 mois et demi, avec le seul conseiller... Enfin vous savez, c'est des couples, les conseillers départementaux, hommes et femmes. C'est la réforme Hollande qui a d'une stupidité extraordinaire. Donc le seul couple RN du conseil départemental a été battu. Ils ont perdu leur seul siège. Voilà. Donc Paris, c'est à confirmer. Mais néanmoins, je reconnais, quand je vais sur les marchés, quand je discute avec des gens, quand je vois quand même qu'il y a quand même beaucoup de gens qui s'apprêtent à voter pour Mme Le Pen, d'ailleurs dans un état assez fantasmatique. Il y a beaucoup, beaucoup de gens qui pensent que ça va être avec un raisonnement que j'entends assez souvent. « Ben il faut lui donner sa chance. C'est la seule qu'on n'a pas essayé ». Non, non, c'est pas la seule qu'on n'a pas essayé. Il y en a d'autres que vous n'avez pas essayé. Il y a moi notamment qui vous n'avez pas essayé. Moi aussi, je demande à ce qu'on me donne ma chance. Le problème qu'il y a, c'est que les gens ne veulent pas raisonner, ne veulent pas entrer dans le détail. Voilà. J'ai vu notamment puisque 'on parlait de l'Islande que Mme Le Pen a fait un tweet extraordinaire en disant « bravo aux Islandais ». Ils ont montré qu'une autre Europe est possible, Europe des nations formidable, etc., etc. Moi, les bras m'en tombent, puisque Mme Le Pen, elle refuse bec et ongle de sortir de l'UE, de l'euro. Elle refuse même de faire un référendum sur la sortie pour le Frexit. Donc en fait, Mme Le Pen, elle félicite les Islandais d'avoir refusé d'entrer dans une structure dont elle interdit aux Français de vouloir sortir. C'est quand même incroyable. C'est vraiment ce moquer du monde, en fait. C'est vraiment ce moquer du monde. Elle a aussi dit lors du truc du MEDEF... Elle a dit qu'elle allait réduire la contribution nette de la France à l'UE à 5 milliards d'euros. Seront quoi, d'ailleurs, je la félicite, parce que c'est quand même la seule parmi les candidats qui étaient présents à avoir abordé ce sujet, qui est un sujet fondamental. Bon. Sauf qu'elle a dit qu'elle allait réduire à 5 milliards d'euros. Alors qu'en ce moment, notre contribution nette est de 13 milliards d'euros. Mais moi, ce que je regrette, c'est que Mme von der Leyen, qui était venue au MEDEF, elle était déjà repartie. Moi, si j'avais été invité, mais je ne l'ai pas été, comme vous le savez, j'aurais dit « Attendez, Mme von der Leyen, restez un petit peu là. Venez nous expliquer comment vous allez... » Voilà. Je voudrais que Mme Le Pen dit qu'elle va baisser à 5 milliards d'euros. Ça va se passer comment ? Avec vous ? Ça aurait été rigolo. Parce qu'évidemment, Mme Le Pen ne peut pas décider elle-même de réduire à 5 milliards d'euros des versements annuels qui ont été définis plusieurs années auparavant sur une période de 7 ans, dans le cadre de... Qu'est-ce qu'ils appellent le cadre de financement pluriannuel ? Bon. Voilà. Donc il y a là -dedans toute une série de promesses qui ne seront pas tenues. Mme Le Pen, d'ailleurs, il n'y a pas qu'elle, parce que Mélenchon, c'est bien pareil. Mélenchon, qui d'ailleurs au MEDEF, n'a pas dit un mot des contributions européennes. Rien ! Ça n'existe pas. La seule chose qu'il a dite, c'est que il a laissé comme même Luxembourg qui a dit qu'il allait taper du poing sur la table. Enfin tout ça, c'est des fausses promesses. Donc là, je m'adresse à mes compatriotes. S'il vous plaît, je vous en conjure. Essayez quand même de réfléchir quelques instants. Essayez quand même d'écouter ce que je dis et de réfléchir. C'est quand même pas très compliqué à comprendre lorsque j'explique que l'on ne peut pas changer les traités européens sauf à l'unanimité et l'unanimité nécessitant que 27 gouvernements tombent d'accord sur un même texte et qu'ensuite, 27 parlements ou référendums tombent d'accord sur le même texte. Il faut 54 accords. C'est devenu impossible. Regardez les traités européens, que ce soit sur les questions migratoires,

que ce soit sur les questions de commerce multilatéral, que ce soit sur les questions de politique étrangère et de défense, que ce soit sur la politique industrielle, etc., etc. Bon bah voilà. Le problème, il est là. Voilà. Alors pour revenir à la question... Oui, Mme Le Pen, elle peut peut-être arriver au deuxième tour. Mais M. Mélenchon aussi. Et comme vous le savez, le grand truc qui agite en ce moment, le landerneau en France, c'est tous ceux qui sont le centre mou, ce centre qui commence à peu près à retaillot et qui va jusqu'à Glucksmann. Voilà. Alors là, dans ce petit landerneau... là, ben les gens, ils commencent à avoir peur. Ils ont peur, notamment les députés, ils ont peur de perdre leur gagne-pain, leur casse-croûte. Voilà. Donc d'un seul coup, ça génère toute une série de personnes qui disent qu'il faut absolument qu'il n'y ait qu'une seule candidature. Mais ça n'est pas évident, puisque je rappelle que c'est pas si facile que ça, d'avoir une seule candidature, parce qu'il n'y a pas que les candidats. Il y a aussi les gens qui travaillent avec les candidats. Il y a les équipes de militants qui vont coller des affiches. Ils n'en ont plus beaucoup, qui distribuent des tracts. Ils n'en ont plus beaucoup. Mais enfin il y a quand même des gens qui travaillent un petit peu, qui ont un sac à c-ur. Et puis vous avez par exemple chez LR, les équipes de retaillots, ils vouent une haine cuite et recuite à l'encontre d'Edouard Philippe. Edouard Philippe, c'est un type qui était à LR, qui les a trahis pour aller ensuite servir la soupe de Macron. Donc j'imagine que si retaillots contre un est forcé, dit « Bah finalement, je ne me présenterai pas et je soutiens Edouard Philippe », évidemment contre un grand ministère, le coup de violon du grand ministère, comme si ça allait changer les choses. Et puis Edouard Philippe qui prononcera une nécrologie pour se vanter le sens de l'État de retaillots. Mais je peux vous dire qu'il y aura un certain nombre de gens chez LR qui claqueront la porte et qui renverront leur... Donc c'est pas du tout évident. Et contrairement à ce que je dis aussi beaucoup, il y a beaucoup de gens qui disent « Ah, c'est les égaux, les égaux ». Mais c'est pas uniquement les égaux. Oui, il y a des gens qui ont des égaux démesurés. Mais c'est surtout et avant tout les lignes politiques, quand même. Il y a des lignes politiques différentes entre les candidats. Pas toujours, mais ça existe, que ce soit en matière économique, industrielle, agricole, culturelle, sociétale. Il y a des diplomatiques internationales. Il y a quand même de sacrées différences entre certains candidats. C'est pas uniquement une question d'égo. Voilà. On a d'ailleurs en ce moment le feu qui couvre sous la cendre - ressemble-t-il - au Rassemblement national, où il y a de plus en plus deux lignes qui s'affrontent entre la ligne de Marine Le Pen, qui est quand même un peu plus conforme au canal historique de ce qu'était le Front national, une ligne quand même populaire, etc., et puis la ligne aristocratique monégasque incarnée par M. Bardella, qui elle devient ultra-libérale avec la bénédiction de Laurent Alexandre, enfin etc. C'est peu dire que ça n'a plus rien à voir avec ce qu'était l'électorat du RN. Enfin on a vu qu'il semble qu'un certain nombre de propos fieles soient échangés. Voilà. On est dans une situation extrêmement évolutive. On ne sait pas. Il est évident que si vraiment les oligarques prennent peur, eh bien ils feront tout leur possible pour qu'il qu'un seul candidat, et on verra disparaître Retaillieu, Attal, peut-être même Luxembourg au profit d'Edouard Philippe. Mais ça n'est pas sûr, parce qu'Edouard Philippe décidément n'en chante personne. Alors il y a Attal qui est assez poussé aussi, qui était également un Bolloré boy, qui est là en tapis dans l'ombre. Vous avez Mme Knapfau, qui est soutenue non seulement par Bolloré, mais maintenant vous avez vu que Mme Knapfau est du dernier bien avec Louis Sarkozy, qui lui a réservé une réception royale donc à Menton. Donc en fait, c'est la sphère Bolloré-Sarkozy que représente Mme Knapfau. Voilà. Donc il y a beaucoup de gens qui commencent à déchanter et se rendent compte qu'on leur avait vendu des carabistouilles aussi sur ces questions. Nous, avec moi en tout cas, vous pouvez être sûrs de quelque chose, c'est que ça ne change pas. On a les mêmes analyses. Elles sont enrichies d'année en année. On a les mêmes propositions enrichies d'année en année. D'ailleurs, vous verrez quand je ferai une session spéciale cet automne, peut-être dans le courant du mois de octobre ou novembre, pour la présentation enfant-fart du programme 2025, eh bien on a des propositions nouvelles sur un cadre qui est déjà très très... Et on dit en fait toujours la même chose. Et le problème que l'on pose en fait à l'ensemble de la scène politique française, c'est

que c'est justement que nous ne varions pas, que les gens ont compris que je ne suis pas corruptible. On m'achète pas avec de l'argent. On ne m'élimine pas avec des diffamations, des calomnies, des pseudo-affaires. On ne m'abat pas psychologiquement avec l'invisibilisation, parce qu'il faut quand même avoir de la personnalité, je peux vous dire, pour admettre que n'importe quel chien coiffé a droit à toutes les radios et télévisions, et que moi, je suis toujours blacklisté. Il faut quand même avoir un certain cran pour résister à ça. Eh bien voilà. Savoir à qui vous avez affaire pour défendre la France, en fait. Voilà. À qui vous aurez affaire pour défendre la France. Est-ce que vous pensez que c'est bien de faire défendre la France pour quelqu'un qui, comme M. Attal, s'est mis à 4 pattes déjà devant Bolloré en disant « De toute façon, il faut passer par Bolloré, Bolloré, Bolloré », ou est-ce que vous aurez plutôt à cœur de défendre et de voter pour un candidat qui est interdit par les multimilliardaires qui veulent rester dans l'UE pour continuer à enrichir et enrichir et enrichir encore leur fortune. Voilà. C'est ça le grand sujet. Le grand sujet de 2025, c'est que vous aurez le choix entre Asselineau, qui est candidat à la présidence de la République française, et tous les autres, qui sont candidats au poste de gouverneur du land de France, des United States of Europe. Et puis vous aurez Asselineau, qui est le candidat qui se bat contre les oligarques et les autres, qui passent tous sous les coups, les fourches au Cognit des oligarques. Même Mélenchon, j'incite, parce que si Mélenchon faisait peur vraiment, il ne serait jamais médiatisé. Il n'aurait pas eu... Il poste sans arrêt, sans arrêt, sans arrêt sur les médias. Il sert un agenda.

**Personne 2 :** Bonjour François Asselineau, vous dit Stéphane. Je suis Français musulman et adhérent UPR. Ma femme porte un voile par conviction religieuse, comme toutes les musulmanes que je connais. Qu'avez-vous à répondre aux RN qui s'acharnent encore sur les musulmans avec cette proposition sur le voile anti-laïque et inapplicable, et qui montrent une fois de plus qu'ils ne peuvent pas... qu'ils ne veulent pas le pouvoir, pardon, mais sont uniquement là pour capter des millions d'euros avec leur député ? Vive la France libre, juste et fraternelle.

**Personne 1 :** Alors la question est un petit peu orientée, quand même. Mais alors évidemment, c'est un des grands sujets du jour. Ce que je regrette. Parce que le sujet, il n'est pas là. Il y a énormément de sujets d'une très grande gravité qui sont mis de côté. Alors notre avenir dans l'UE, notre avenir... Je sais pas si j'espère qu'il y aura des questions sur la Russie et ce qui se passe en ce moment. C'est extrêmement grave. Ce qui était extrêmement, extrêmement grave aussi, c'est la situation financière de la France. C'est l'effondrement général. On vient de franchir... Les taux d'intérêt sur les OAT français à 10 ans viennent de franchir 4,27%. On va vers la ruine totale de la France. Mais vraiment. Et on nous sort à ce moment-là une polémique sur le voile qui focalise l'attention des gens avec les extrêmes des deux côtés qui se jettent là-dessus comme la misère sur le pauvre monde, comme disait ma pauvre grand-mère, alors que les vrais sujets sont ailleurs. C'est un sujet compliqué. C'est un sujet compliqué dont je crois connaître quand même un certain nombre de tenants et aboutissants. Premièrement, je voudrais quelques rappels fondamentaux. Dans toutes les religions du monde - enfin je n'en connais pas - enfin en tout cas les principales religions du monde, ils prévoient en règle générale que les femmes portent quelque chose sur la tête. C'est comme ça. Si vous allez en Inde, vous verrez que toutes les Indous, elles ont des sari. Elles se mettent un petit peu... C'est un peu l'équivalent du hijab. Je rappelle que pour la chrétienté, il y a dans les Actes des apôtres, dans la première lettre de Saint Paul aux Éphésiens, dans le chapitre 11, d'après ce que me dit ma mémoire, il y a toute une série d'injonctions de Saint Paul. Vous savez que Saint Paul, c'est le vrai inventeur du christianisme, si j'ose dire. C'est à dire qu'il s'appelait Saül, il était juif, et il allait poursuivre les disciples de Jésus Christ morts sur la croix et ressuscités. Et donc il va les poursuivre. Vous connaissez votre histoire religieuse, sinon documentez-vous un petit peu. Et sur la route de Damas, d'un seul coup, il est frappé. Il y a un coup de tonnerre dans le ciel. Et puis il entend une voix céleste en latin qui lui dit « Saül, Saül, pourquoi me perséques-tu ? Il est difficile de te rebeller contre les signes que

je t'envoie ». Et à ce moment -là, Saül, d'un seul coup, change de nom, il vient de Pôle et il va porter la bonne parole. Il va brûler ce qu'il adorait et adorer ce qu'il brûlait. C'est un des paradoxes magnifiques du christianisme. Et c'est lui qui va évangéliser notamment l'Anatolie, puis ensuite passer... Alors la lettre aux Éphésiens, c'est en Anatolie. L'Éphèse, c'est à côté d'Ismire. C'est en Turquie aujourd'hui. Après, il passera justement dans la Grèce. Il y a les épîtres aux Thessaloniciens. Donc c'est Thessalonique, c'est dans le nord de la Grèce, etc. Bien. Et dans une de ces épîtres, Saint Paul dit justement que les hommes doivent être totalement tête nue lorsqu'ils prient, alors que les femmes doivent absolument avoir quelque chose sur la tête. Et il a des propos qui sont... Que madame... Comment dirais-je ? Que madame... Enfin que telle ou telle... telle... Je vais pas donner de nom, mais que telle ou telle féministe, ils approuveraient formellement par exemple Saint-Paul qui dit que l'homme doit avoir la tête nue parce qu'il a fait à l'image de Dieu, alors que la femme est faite à l'image de l'homme. C'est -à-dire que c'est quand même un peu du patriarcat. Bon. Je dis ça parce que quand on revient au texte religieux de départ, on s'aperçoit qu'il y a vraiment des choses très très importantes. Tout ça pour dire quoi ? Pour dire que... Et c'est une tradition qui remontait d'ailleurs avant le christianisme. Les matrones romaines, les mères de famille à tout l'empire romain, comme d'ailleurs les mères de famille dans la Grèce antique, vous les verriez toujours si vous allez dans des musées lapidaires à Rome ou à Athènes, etc. Elles sont les statues en main. Elles sont toujours à voile sur la tête. Bien. Et pendant la chrétienté, les femmes sont toujours avec quelque chose sur la tête. Voilà. Je vous mets au défi de trouver une seule représentation, une statue ou une représentation iconographique de la Sainte Vierge où elle serait tête nue. Elle a toujours un voile sur la tête. Et je m'adresse ici à toutes les personnes qui ont mon âge. Moi, je me rappelle que quand j'étais petit, dans les années 60, les femmes ne sortaient jamais tête nue. Moi, ma grand-mère disait « Je ne peux pas sortir en cheveux ». C'est pour ça que si vous regardez des images de la France de 1920, 1930, 1950, vous verrez que toutes les femmes, elles avaient des fichus ou bien elles avaient une toilette ou un chapeau. Il en est d'ailleurs resté quelque chose. Vous savez que lorsqu'il y a des têtes couronnées qui se rencontrent, lorsqu'il y a des grandes célébrations, vous n'avez jamais vu par exemple la reine d'Angleterre, quand elle est dehors en tout cas, avec autre chose qu'un chapeau sur la tête. Elle était de chez le vrai de toute la famille royale anglaise, de toutes les familles royales. Bon. Je dis ça parce que c'est important à comprendre que le fait pour une femme de sortir tête nue, c'est un peu comme le fait pour une femme de fumer une cigarette. Il a fallu attendre les années 60, 70. Donc il faut du temps au temps. La deuxième chose que je voudrais dire, c'est qu'il n'y a pas que le christianisme. Il y a aussi... Bon, j'ai parlé de l'hindouisme. Il y a aussi le judaïsme, des Juives normalement. Elles ont quelque chose sur la tête. Alors je ne me rappelle plus le nom exact que c'est. Mais les Juives pratiquantes, elles ont quelque chose sur la tête. Et les hommes portent la kippa. Donc c'est différent du christianisme. Vous avez les sikhs, le sikhisme, même dans le bouddhisme. Et là, je ne parle pas d'ailleurs de clergé, parce que par ailleurs, nous, on a évidemment les nonnes, etc. Je ne parle pas du clergé. Je parle vraiment de l'homme et de la femme de la rue, si je peux dire. Voilà. Donc la première chose à dire, c'est que contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, le fait de porter un voile n'est pas une extravagance extraordinaire pour l'islam par rapport à toutes les religions. En fait, toutes les religions peu ou prou essayent de mettre quelque chose sur la tête des femmes. Deuxièmement, il faut être tout en nuance dans ces questions. Parce que si vous allez revenir aux sources pour l'islam... J'ai parlé donc de la lettre aux Éphésiens, pour le chapitre 11 de la lettre aux Éphésiens dans le Nouveau Testament pour le christianisme. Si pour le Coran, vous avez... Essentiellement, c'est la surate 24 qui s'appelle al-nur. Nur, ça veut dire la lumière. Et c'est - je crois - le verset 31 où il est question justement dans le Coran. Il est dit à tes femmes de rabattre... Alors je m'appelle plus la formule. Je l'ai pas souligné. De rabattre leur voile sur... etc., sur leur poitrine, etc., etc. Et puis il y a également une autre surate qui s'appelle la surate des coalisés, qui doit être la surate... Je sais pas, 45, quelque chose comme ça. Je suis pas un expert du Coran. Enfin, vous trouverez pas beaucoup de

candidats à l'élection présidentielle qui s'intéressent à l'histoire des religions. Je me permets de vous le dire. Et qui ont fait cet effort d'inculturation, d'essayer de comprendre les uns, comprendre les chrétiens, comprendre les juifs, comprendre les musulmans, comprendre les hindous, comprendre les bouddhistes, comprendre les athées, comprendre ceux qui n'ont pas de religion. Parce que c'est ça, le vivre ensemble. Et donc dans cette surate... Je crois que c'est la surate des coalisés. Là, il est question de dire à tes femmes... C'est un peu une espèce de marque de qualité. C'est -à -dire que les femmes doivent se couvrir pour justement ne pas être importunées par les hommes. C'est un concept important en terre d'Islam. Bien. Mais il y a aussi autre chose dans le Coran. Il y a notamment une surate que je cite souvent, qui est la surate al-Munafiqun. Ça veut dire « les hypocrites ». Je crois que c'est la surate 65, qui précise que pour Dieu, ce qui est important, c'est la sincérité des sentiments. Et c'est pas l'ostentation. Là, c'est très important. Pareil d'ailleurs dans le christianisme. Dans le christianisme... Alors je ne sais plus quel est le passage. Mais il est question... Ta main droite ne doit pas savoir ce que fait ta main gauche. Quand on fait l'aumône, il faut le faire discrètement. Sinon, tu as déjà eu ta récompense. Si tu fais valoir que tu es munificent, que tu fais l'aumône, c'est bon. Tu as déjà eu ta récompense sur terre. Tu ne l'auras pas après. Donc il y a cette idée dans le christianisme qu'on retrouve en Islam, c'est qu'il faut être comment dirais-je ? sincère et ne pas viser l'ostentation. Et vous avez des hadiths du Prophète justement qui insistent sur le fait que le port du voile ne doit pas être ostentatoire. En particulier, il ne doit pas y avoir des broderies, des trucs comme ça, alors que par exemple chez les femmes hindoues, les sarihs sont absolument magnifiques. Bon. Mais il n'est nulle part question dans le Coran de savoir si on doit porter, si une femme doit porter... Ça peut aller de presque rien à un bâchage général, comme on dit. Vous avez... Pour les musulmanes françaises, elles peuvent respecter les prescriptions du Coran. Elles sont croyantes. Elles ont le droit. Elles peuvent le faire d'une façon discrète, en portant un bandana par exemple, de façon un peu moins discrète, en portant par exemple le chador. Le chador, c'est un peu la matronne romaine ou la vesta de Romaine ou la sainte -vie. C'est -à -dire un truc comme ça qu'on trouve en Iran. Bon. C'est moins discret. Elles peuvent aussi porter le hijab. Le hijab, c'est... Vous avez le visage qui est visible. Et puis ensuite, elles ne peuvent plus porter le reste, parce qu'il y a une loi qui a été votée et qui est entrée en vigueur en France le 11 octobre 2010, qui interdit les autres vêtements, qui sont très précisément le niqab. Le niqab, c'est qu'il n'y a plus que les yeux. Et le maximum, c'est la burqa afghane, où là, on ne voit plus rien. C'est un vêtement total, et il n'y a plus qu'une grille. Donc on ne voit même pas les yeux. Ces deux derniers sont interdits en France dans l'espace public depuis 2010. Donc à mon avis, la législation, c'est bon. C'est quoi le problème ? Dans la mesure où les femmes musulmanes doivent avoir dans l'espace public, elles ne doivent pas cacher leur visage. Il faut que l'ensemble du visage soit vu. Bon. Je signale d'ailleurs au passage que cette disposition déplaît à des extrémistes des deux bords. Pour certains musulmans, c'est pas bien. Il faut aller au-delà. Mais je rappellerai ici aux musulmans que vous avez en terre d'Islam des pays qui ont interdit le voile. Il y a un passage extraordinaire que vous avez peut-être vu circuler sur Internet, et qu'il faudrait... Si on l'a vu, il aurait fallu intégrer ça dans cette vidéo. Enfin on la projetera. Qui est du temps de... Gaba l'amnel Nasser, le raïs égyptien, le président égyptien au début des années 60. Ça doit être à peu près là. Qui explique devant une assemblée où il y a des milliers de ses concitoyens, qui sont d'ailleurs tous des hommes au passage. Il est à une tribune. Et puis il y a un moment, il parle justement qu'il a reçu le responsable des frères musulmans. Je rappelle que les frères musulmans sont originaire d'Égypte. Et qui lui a dit « Voilà, il faut que tu imposes le port du voile aux Égyptiennes ». Or, Nasser avait justement interdit le port du voile en termes de libération et en termes d'ouverture vers un monde moderne. Et Nasser fait rigoler toute la scène. Cette scène est extraordinaire, parce que Nasser dit à tout le monde... Mais toi, il s'adressait au responsable des frères musulmans. « Il me semble que tu as une fille ». Il dit « Oui ». « Je crois qu'elle fait des études de médecine ». Le type dit « Oui ». Et Nasser lui dit « Mais je crois qu'elle porte pas le voile ». Alors le type dit « Ben oui, c'est vrai ». Et

donc Nasser dit « Mais comment est -ce que toi, tu n 'arrives même pas à faire respecter le voile à ta propre fille ? Comment tu es ce que tu veux que je le repose à toute la nation ? ». Allez voir cette scène. Elle date des années 60. Et aujourd 'hui même, vous avez des pays, notamment les Anciennes Républiques d 'Asie centrale, qui sont à très forte majorité musulmane. Je pense au Tajikistan, Turcmenistan, etc., les Anciennes Républiques de l 'Union soviétique, où sont interdits la burka afghane ainsi que le hijab. C 'est un peu la même position que le gouvernement français. Il y a aussi le burkini. Je rappelle mon Humaroid, par exemple. Vous avez dans toute une série soit des municipalités, soit des hôtels qui interdisent le burkini dans des pays musulmans. Donc il faut bien comprendre que tout ça... Il faut être précis. Il faut être nuancé dans cette histoire. Voilà. Ce que je pense personnellement, c 'est qu 'il est normal... Parce qu 'en plus, on frise l 'illégalité par rapport au droit de l 'homme, etc. Je pense que la France a eu raison en 2010, en 2004 déjà... Ou 2004, je crois, d 'interdire le port d 'un site religieux à l 'école. Donc à l 'école, tout est interdit, même le hijab et le tchador. C 'est absolument interdit. Également dans les services publics. Par exemple dans une poste, les employés de la poste ou les employés d 'une préfecture ou d 'une mairie, même si ce sont des femmes musulmanes, elles n 'ont pas le droit, quand elles sont en fonction, de porter ce genre de vêtements. En revanche, les clients, si j 'ose dire, peuvent le porter. Bon, ça vaut ce que ça vaut. Mais ce que je pense, c 'est que c 'est pas bien de jeter de l 'huile sur le feu sur ces histoires -là. Moi, ce que j 'aimerais, c 'est avoir quelque chose d 'apaisé, qu 'on regarde tous ensemble vers l 'avenir de la France. Et il faut bien comprendre que lorsqu 'il y a des jeunes femmes... Ce qui est d 'ailleurs assez clair. J 'ai vu une statistique. C 'est que les femmes en France musulmanes, les femmes qui plus... Elles avancent en âge. Et moins elles portent le voile. Mais que ce sont en revanche les jeunes qui le portent de plus en plus. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu 'il faut bien comprendre qu 'il y a deux phénomènes derrière. Premièrement, il y a un phénomène de travail des frères musulmans en France. Or, moi, je n 'ai pas mal entre dans ma poche. J 'ai déjà dit à quel point il fallait interdire, par exemple au Qatar, de financer les frères musulmans et de financer toute une série de constructions de mosquées en France. Mais pour ça, il faudrait aussi faire le deuil sur le fait que le Qatar achète le PSG. Vous comprenez ? On peut pas à la fois... M. Sarkozy fait financer son divorce par l 'émir du Qatar. Ensuite, on fait racheter le PSG par le Qatar. Et puis après ça, il faudrait... Non. On doit être cohérent dans cette politique. Et moi, si je suis élu à l 'Élysée, je dirais à l 'émir du Qatar... Écoutez, vous êtes un homme tout à fait sympathique. Mais bon. On ne va pas continuer comme ça parce que vous, vous n 'acceptez pas · n 'est -ce pas · de construire des églises ou d 'avoir des femmes au sein nu sur les plages. C 'est tout à fait votre droit, d 'ailleurs, parce qu 'il y a aussi un problème de réciprocité. Voilà. Moi, j 'ai au roi du deux poids deux mesures. Le deux poids deux mesures, c 'est justement l 'autre problème. C 'est qu 'il y a chez les jeunes Français musulmans un sentiment profond d 'injustice, notamment sur la façon dont sont traités les affaires moyennes orientales, et en particulier la question palestinienne, qui est vraiment un point qui ne passe pas dans la société française. Voilà. La France est un pays qui a à la fois une très forte communauté juive et aussi une très forte communauté musulmane. Et notre devoir à tous, c 'est d 'essayer de calmer le jeu. Et la France doit avoir une politique pour faire respecter le droit international et ne pas donner l 'impression de trouver absolument scandaleux ce qui se passe en Iran et de fermer les yeux sur ce qui se passe à Gaza. Et ceci se traduit au bout du compte par une révolte des jeunes Français musulmans qui se disent... En gros... Alors j 'exagère un petit peu le propos. Certains vont me le reprocher. Mais en gros, ça me fait un peu penser au mouvement qu 'il y avait eu en 68 avec d 'un seul coup tous les garçons qui s 'étaient mis à avoir les cheveux longs. En fait... Excusez -moi l 'expression. C 'était « pour faire chier nos parents », voilà. Et pour faire chier l 'establishment, c 'est un peu ça. Il y a un côté provocateur dans cet aspect -là des choses. Moi, je suis persuadé que si on veut aboutir à quelque chose de consensuel, il faut faire baisser les tensions. C 'est pas bien de ressortir ça, de faire un truc comme l 'a fait Jean -Philippe Tanguy, etc., les amendes. Mais ça serait... Vous imaginez. Ça ne serait pas applicable. En revanche, il faut montrer

que la France est un principe de libération, est un principe universel, que tout le monde est le bienvenu, mais que tout le monde devrait avoir la courtoisie et l'élégance. Or, la courtoisie et l'élégance sont des catégories sociétales que l'on trouve dans toutes les civilisations, y compris en terre d'Islam, où il y a au contraire une grande tradition de courtoisie et d'élégance. Certains vont dire « Il y a du terrorisme, il y a du djihad », c'est vrai. Mais il y a aussi ça. D'ailleurs, dans quelle civilisation il n'y a pas eu des massacres généraux. Et donc il faut bien faire comprendre que la courtoisie, l'élégance, le savoir-vivre, c'est d'être dans une société où on n'impose pas sa vision, ses convictions aux autres. Ce qui, d'ailleurs, est valable pour les régions, comme aussi · je trouve · sur l'orientation sexuelle. Je trouve que les gens n'ont pas besoin de s'exhiber. Voilà. Parce qu'on a abouti à maintenant quasiment la campagne électorale de M. Attal. C'est ça. De nous exhiber son couple avec Stéphane. Il y a quelque chose qui choque. Parce que c'est pas élégant. Parce que c'est pas courtois. Parce que ça fait pas partie de le savoir-vivre. Le savoir-vivre, c'est que chacun en France peut avoir la vie qu'il veut dans sa vie privée, peut la religion qu'il veut, souvent la religion de ses parents, etc. Mais en public, on a une courtoisie. Je voudrais d'ailleurs à ce propos signaler nos compatriotes juifs. Il y a pas beaucoup de juifs qui portent d'hommes en tout cas, qui portent la kippa. Et pas beaucoup de femmes juives qui s'habillent avec la façon traditionnelle des juifs orthodoxes. Ce qui n'empêche pas à la synagogue le samedi ou bien lors des grandes fêtes comme Rosh Hashanah ou bien Yom Kippur, etc., que les juifs français portent la kippa, de la même façon que · je ne vois pas Mali, par exemple · des hommes le vendredi soir qui se rendent dans une mosquée, mettent une djellaba, etc. Bon. Mais ce sont des fêtes religieuses très circonscrites. Et je trouve que nos compatriotes musulmans devraient s'inspirer de ce que font les juifs. C'est -à-dire bon, c'est monsieur et madame tout le monde, en fait. Et rares sont les juifs qui portent une kippa. C'est bien. Eh ben c'est pareil. Je trouve qu'en fait, les femmes musulmanes, elles ont des façons très élégantes. Elles peuvent mettre un bandana, quelque chose qui est séduisant, qui est élégant, qui montre qu'elles vivent leur foi, mais elles ne le vivent pas d'une façon conflictuelle et ostentatoire. Or, si je lis bien les hadiths du Prophète, c'est quand même ce que recommandait le Prophète de l'Islam lui-même. Pas d'ostentation et pas d'hypocrisie dans une espèce de religiosité affectée qui préfère en fait... Ce qu'il faut, c'est plutôt que la religion se trouve dans le cœur et dans les comportements, y compris qu'elle ne se voit pas, plutôt que dans cette ostentation, surtout lorsqu'elle a des fins politiques et lorsqu'elle est manipulée politiquement.

**Personne 2 :** · Une question de Vincent. Bonsoir. Vous refusez le terme « souverainiste » pour qualifier l'UPR. Cependant, quand j'explique que le clivage gauche-droite est dépassé, je parle du nouveau clivage mondialiste, « souverainiste ». Si vous me retirez ce mot, je n'ai plus de vocabulaire qu'ici. S'il vous plaît, aidez-moi.

**Personne 1 :** · C'est une question qui n'est pas tout à fait anecdotique, parce que vous savez ce que disait Confucius dans les analectes de Confucius, où un jour, il y avait un des disciples de Confucius qui s'appelait Tsenglou, je crois, qui demande à Maître Congue · ça se passe en · 500 avant Jésus Christ · et qui lui dit « Maître, si tu apportais ton savoir et tes compétences au prince de Wu · je dis ça de mémoire, on est pendant la période des Royaumes combattants. C'est aux alentours de moins 450 avant Jésus Christ, dans l'histoire de Chine · à quoi porterais-tu ton premier soin ? » Et Confucius lui répond « À rendre à chaque chose son vrai nom ». Alors le disciple tombe dénu. Il pensait qu'il allait porter sa première préoccupation à rétablir les finances publiques du prince de Wu, ou à bâtir une armée, ou à avoir des fonctionnaires non corrompus, enfin etc., etc. Pas du tout. Et donc Tsenglou dit « Comment ça ? Je ne comprends pas. Tu es bien loin du... ». Et Confucius lui répond « Qu'est-ce que tu es sot ? » Il parle à son disciple en disant « Parce que si on n'a dit pas... » Vous verrez ça dans les entretiens de Confucius. Si vous voulez connaître un petit peu la civilisation chinoise, c'est vraiment à lire. Ça se lit très agréablement, d'ailleurs. Et c'est un petit recueil. Et il dit « Si on ne donne pas en gros à chaque chose son vrai nom, on ne peut pas avoir

de bonnes politiques ». C'est pour ça que la question · je la prends parce qu'elle est importante · le mot « souverainisme » ne veut plus rien dire en France. On a l'impression qu'à partir du moment où quelqu'un dit « Vive la France » etc., veut défendre les intérêts français, il est souverainiste. Non, non, non, non, non. Et on comprend. Il y a des gens qui disent « Oui, oui. Mais il faut critiquer l'Europe ». Bon. Moi, je ne sais pas ce que c'est que critiquer l'Europe. Tout le monde critique l'Europe, d'ailleurs. Même Glucksmack critique l'Europe. Bon. Pour moi, la grande différence qu'il y a, c'est l'indépendance nationale ou pas d'indépendance nationale. D'ailleurs, je cite un grand auteur... Charles de Gaulle lui-même, qui en 1965, avant la première élection au suffrage universel, c'est dans le CT de Gaulle. Il s'adresse à l'imperfite. Et il dit « Le vrai sujet de l'élection présidentielle, c'est l'indépendance de la France ». Voilà. Donc plutôt que souverainiste, nous, on préfère · nous, à l'UPR · s'appeler soit des indépendantistes... Notez bien d'ailleurs que l'on ne dit pas du FLNKS en Tkédoni qu'il est souverainiste, ni du FLNC en Corse qu'il est souverainiste. On dit qu'ils sont indépendantistes. Et nous, on est indépendantistes pour la France. D'ailleurs, de Gaulle le disait. Il avait dit à Perfitz · si ça continue comme ça, je crois que je serai obligé de faire un référendum sur l'indépendance de la France. Il avait dit aussi dans les années 62... Il lui avait dit « Après avoir donné leur indépendance à nos colonies, je crois qu'il va falloir maintenant que la France prenne son indépendance ». Tellement déjà, la France était sous la coupe des États-Unis d'Amérique et des puissances atlantistes. Donc voilà. Donc il y a d'un côté les mondialistes, ceux qui acceptent de se fondre dans un magma en réalité dirigé par des forces oligarchiques et financières privées, et ceux qui sont en faveur de l'indépendance des peuples et des nations. C'est peut-être mieux que souveraineté, parce que c'est vrai que souveraineté, les gens comprennent pas bien. Moi, nous, nous qualifions également de mouvement de libération nationale. Ceux d'entre vous qui ont connu les mouvements de libération nationale, comme il a pu y avoir au Vietnam, comme il a pu y avoir en Algérie, etc., c'est évident que le Vietcong, on disait pas qu'ils étaient souverainistes, et le FLN n'était pas souverainiste. Ils voulaient récupérer leur indépendance. C'est beaucoup plus clair et beaucoup plus fort et beaucoup plus puissant. Et ça permet d'ailleurs d'écarter ce qui sont les champions de l'ambiguïté des gens qui voudraient me faire croire, par exemple, que nous serions tous souverainistes avec des personnes comme Zemmour, comme Knafo, comme M. Dupont-Aignan, etc., qui n'ont jamais voulu sortir de l'UE de l'euro. Alors je sais que Nicolas Dupont-Aignan, depuis quelque temps, il semble l'avoir changé. Mais enfin en règle générale, son programme change à chaque luneison. Donc en tout cas, ce qui est certain, c'est que · je le connais depuis très très longtemps · depuis 20 ans, à chaque fois, il était contre la sortie de l'UE. Il a le droit, de même que Mme Klinfau, M. Zemmour, Mme Marie-Charles, Mme Le Pen, ils ont le droit de pas vouloir sortir de l'UE. Mais qu'on ne vienne pas nous dire que nous avons affaire avec eux, parce qu'on peut dire aussi à ce moment-là « Je suis désolé. Je vais sortir un point Godwin, mais ça fait bien sortir le système ». Et il y a des gens qui pourraient dire quand même « Charles de Gaulle est pétain. Allez, il faut que vous fassiez Alliance ». Charles de Gaulle, il s'était battu pour que la France récupère son indépendance nationale contre l'Allemagne, alors que Pétain s'était coulé dans la collaboration avec cette puissance dominante. Et nous, nous considérons qu'à droite comme à gauche, il y a des gens qui sont pour la souveraineté de l'indépendance nationale, et il y en a qui sont contre. C'est la raison pour laquelle l'UPA est un mouvement au-dessus du clivage droite-gauche. Et je remercie d'ailleurs... Je crois que c'est dans quelques jours. Je suis... C'est même demain ou après-demain. J'ai été invité par Georges Kuzmanovitch, qui est d'origine de LFI, mais qui a construit un mouvement, qui veut m'interviewer, pose la chaîne de son propre mouvement politique. Ce dont je me félicite, parce qu'il nous faut des Français de tous les horizons, de droite, du centre, d'extrême-droite, de gauche, d'extrême-gauche, exactement comme le CNR, le Conseil national de la résistance de De Gaulle. C'est pas compliqué à comprendre. Voilà. Donc nous, on veut rallier tout celle et tout ceux qui veulent que la France reste la France. C'est ce que disait De Gaulle et que nous restions un pays indépendant et souverain. Donc voilà. J'ai vu votre réponse. C

'est ça que vous devez dire aux gens qui vous disent. Non, non. Parce que souverainiste, on sait pas ce que ça veut dire. Moi, j'aimerais savoir au passage pourquoi par exemple, il y a des gens qui disent que M. de Villiers serait souverainiste, alors que Mme Le Pen ne le serait pas. Je ne sais pas. M. de Villiers, qui ne sera pas candidat d'ailleurs à l'élection présidentielle... M. de Villiers, il fait partie de la sphère Bolloré. Alors effectivement, il a dit depuis quelques semaines qu'il était pour le Frexit. Mais c'est pas vrai. Quand vous grattez un peu, il a proposé 4 trucs. Il veut dénoncer l'accord de Mercosur, le pacte asile-migration, le pacte vert et le marché de l'énergie. Il a raison. Ce sont des choses qui sont... Mais l'Europe, c'est bien autre chose que ça. Ce sont nos participations financières colossales au budget européen dont nous ne voulons pas. Ce sont également toutes les normes extravagantes qui tombent sur les PME comme une avalanche sans arrêt. Ce sont également les normes, par exemple, en matière de santé publique. Ce sont également la politique étrangère... Je n'ai pas envie de suivre la politique étrangère de l'UE. Donc le Frexit de M. de Villiers, c'est pas un Frexit du tout. Donc en fait, moi, je ne sais pas très bien fondamentalement ce qui sépare. C'est des nuances entre ce que dit M. de Villiers, ce que dit Mme Le Pen, tout ça, c'est pareil. Donc si certains considèrent que M. de Villiers sera un souverainiste, alors pourquoi Mme Le Pen ne le serait-elle pas ? Mais je sais pas. Voilà. Nous, on a une flouge qui était extrêmement claire. Mais d'ailleurs, les gens le comprennent. Maintenant, je vois... Il y a encore des combats d'arrière-garde de gens qui me disent que j'ai pas un égo des mesures. Au contraire, je me force à appliquer scrupuleusement les engagements que j'ai pris il y a bientôt 20 ans. L'UPR a été créé pour sortir la France de l'UE, de l'euro et de l'OTAN. Et donc nous ne ferons jamais d'alliance avec un parti qui ne veut pas sortir de l'UE, de l'OTAN. C'est aussi simple que ça. Et le fait de faire respecter ça, il y a des gens qui me disent que j'ai un égo des mesures. C'est d'ailleurs exactement les critiques qui avaient été formulées à De Gaulle, certains reprochés à De Gaulle, son intransigeance. Je vous renvoie à son discours du 18 juin 1942 devant l'Albertain, où justement De Gaulle dit « On dit de nous que nous sommes intransigeants, etc., que nous devrions mieux composer, etc., sous-entendu, avec les péténistes qui commençaient à voir le truc tourner. Et De Gaulle dit « Nous sommes trop faibles pour pouvoir transiger. Que serait devenue la patrie », disait De Gaulle, « si Jean Dark, si Clémenceau avait voulu transiger la ligne droite et la ligne la plus simple vers le succès ». Voilà ce qu'il dit dans son discours. Mais on applique ça. C'est vraiment simple, finalement, de comprendre l'UPR. Il faut avoir l'esprit tordu pour essayer de faire semblant de ne pas comprendre ce que nous disons. · Alors écoutez... Bon. Il y a Alternative für Deutschland, qui est un parti qualifié d'extrême droite. Il y a du bon et du moins bon. Mme Weidel est une femme qui est assez remarquable. Elle est effectivement... Elle a pas sa langue dans sa poche. C'est une femme intelligente. C'est une femme qui va droit au but. Elle a une vie personnelle, d'ailleurs. Au passage, elle vit avec une femme, elle est mariée avec une femme. Mais au moins, elle en fait pas un état extraordinaire. Elle reste discrète. Elle a du caractère. Et effectivement, elle dit des choses. Elle dit que si elle arrive au pouvoir, elle arrêtera immédiatement les sanctions contre la Russie, qu'il y en a assez de payer, de payer, de payer, de payer... Enfin elle dit que des choses qui sont tout à fait... À mon avis, qui sont tout à fait censées. Alors évidemment, c'est la bête noire des européistes. Mais ce qui se passe en Allemagne, c'est qu'en Allemagne, il y a quand même plus de liberté qu'en expression qu'en France. Parce qu'en France, elle dirait ça. Elle aurait le traitement Asselineau. Rien, jamais. Pas un mot. Donc elle, elle peut s'exprimer. Et par ailleurs, son mouvement politique rencontre un succès particulièrement marqué dans les anciens Länder de l'Est, c'est -à-dire de l'ancienne République démocratique allemande. Il va d'ailleurs y avoir... Je crois que c'est le 6 septembre. C'est dans quelques jours. Dans deux ou trois jours. Ça doit être ce week-end. Il va y avoir des élections dans le land de Sachs-Hannalt, qui est un land qui est entre... Un peu au centre de l'Allemagne, à l'ouest de ce qu'était l'Allemagne de l'Est, dans ce land de Sachs-Hannalt, où il se peut... C'est pas encore fait. Mais il se peut que pour la première fois, le parti Alternative für Deutschland commence à diriger un land. Alors si c'est ça, ça va être évidemment quelque chose... Une conflagration politique européenne, parce

que ça veut dire que c'est un pas en avant de plus vers la décomposition de l'UE, puisqu'elle milite désormais ouvertement pour le DEXIT, c'est -à -dire « Deutschland exit », c'est -à -dire la sortie de l'euro. Donc c'est très évidemment tout ça à suivre de très très près. Évidemment, il y a des forces en Allemagne qui veulent interdire ce parti, alors qu'en certains lignes d'heures, ils dépasseraient 50 % des suffrages. Alors je ne fais pas mien. C'est comme pour Nigel Farage au Royaume-Uni. Chacun a sa propre composition. Chacun a sa propre approche des problèmes. Il y a à Alternative für Deutschland... Il y a eu dans le passé notamment des gens qui étaient particulièrement peu fréquentables. Je crois que Mme Weidel a fait le ménage. Et que notamment les propos racistes, etc., ont quand même disparu. D'ailleurs, sa compagne est d'origine frilanaise. Donc c'est quand même difficile de montrer mieux que ça qu'elle n'est pas elle-même motivée par des motivations racistes. Donc voilà. Alors maintenant, la question qui m'est posée, c'est de faire... En fait, je suis un peu revenu de tout ça. J'avais fait... Il y a jadis, c'était... Je ne sais pas. 2013, quelque chose comme ça. J'avais été à Athènes. On avait signé la confédération d'Athènes avec toute une série de mouvements en Grèce, notamment avec un mouvement qui était un peu l'équivalent de l'UPR, qui avait été créé... Bon, moi, je venais plutôt de la droite parlementaire. Lui, mon homologue, qui avait créé ce mouvement politique, lui, venait plutôt... Il était du Parti communiste grec. Enfin il y avait une approche un peu comme la nôtre, au-dessus du clivage droite-gauche, sortie de l'Union européenne. Et puis en fait, ce parti a été détruit de l'intérieur. Il y a eu des gens qui ont fait de l'antrisme, comme nous, on a eu. On a eu aussi de l'antrisme pour détruire le mouvement, avec la tentative de plouche, avec une affaire bidon qu'on m'a mise dans les pattes. Mais ça, c'est la vie quotidienne, j'allais dire, des partis politiques. Mais eux, ils n'y ont pas résisté. Et puis dans cette réunion-là, il y avait d'autres partis. Par exemple, il y avait Podemos, qui commençait en Espagne. Et Podemos, en fait, s'est révélé être un parti altéro-européiste, comme beaucoup d'autres. Donc c'est difficile de trouver... Alors j'étais allé à Rome, c'était il y a quoi ? 2 ans, je crois, où on avait été également invité par un autre mouvement italien très sympathique. Mais bon, en fait, on se dit des choses très agréables, mais finalement, ça reste un petit peu là. Et donc en fait, oui, je regarde ça. Ce qui m'intéresse, c'est l'évolution de la situation politique en Allemagne. Mais je ne sais pas très bien ce que nous apporterait d'avoir un lien en particulier avec Mme Weidel, d'autant plus que si elle regarde les résultats électoraux, elle se dirait « Mais l'UPR, avec 1,1 % ou 1,2 % des voix, c'est quand même tout petit ». Et donc elle serait peut-être tentée de se rapprocher du Rassemblement national de Mme Le Pen, en quoi elle ferait... Ça serait un peu dommage, parce qu'elle voudrait qu'elle ne ferait pas attention aux détails. Or, je pense que c'est quand même... Les Allemands sont des gens qui sont très précis sur le détail. Il y a un proverbe allemand qui le dit. « Der Teufel liegt im Detail », disent les Allemands. Ça veut dire « Le diable réside dans le détail ». Et donc si elle regardait minutieusement, elle s'apercevrait que finalement, le programme de alternatif furt de chambre n'a strictement plus aucun rapport avec celui du RN. D'ailleurs, le RN répudie lui-même tout rapprochement avec AFD. Bon, voilà. Je ne dis pas... Après tout, c'est l'affaire des Allemands, c'est nos affaires. Si d'aventure quelqu'un connaît des proches de Mme Weidel, etc., moi, je veux bien éventuellement la rencontrer. Pourquoi pas. Mais bon. Elle a une classification. Nous, on est classés - je rappelle par misère d'intérêt - au-dessus du clémache de RN. Et j'y tiens beaucoup, parce que son électorat, même si elle-même n'est pas comme ça, son électorat, notamment dans l'Hillender de l'Est... C'est l'Hillender qui était communiste. Ils sont passés de l'extrême rouge à un peu à brun de l'autre côté. C'est pas toujours toujours... Il y a eu des émeutes, comme vous le savez, dans un passé pas très lointain, et pas toujours très très recommandable. Voilà.

**Personne 2 :** - Une question de Louise. Mais ce n'est pas moi. Que pensez-vous de l'affaire des drones découverte début août à l'aéroport de Leipzig dont l'Allemagne vient de décider d'attribuer la responsabilité à la Russie ? Et que pensez-vous des nouvelles sanctions que Macron réclame à cette occasion contre la Russie ?

**Personne 1 :** · Alors c 'est l 'affaire de ces deux derniers jours. D 'un seul coup, on a appris effectivement que l 'Allemagne incrimine la Russie derrière ces affaires de drones. De quoi s 'agit -il ? Il s 'agit... Il y a 3 drones, en fait, qui... Le premier a été découvert... Je crois que c 'était dans la nuit du 4 au 5 août 2026, à dire à un mois, début le mois d 'août. Il était · paraît -il · sur une piste. J 'ai vu une photo à l 'époque. Il y avait un démineur qui allait chercher le drone, là. C 'est paraît -il près d 'un avion ukrainien. Bon. Et puis ça a été déminé. Et puis il y a eu le jour même, ou quelques heures après, il y a eu un avion de DHL · c 'est un avion de fret · qui a voulu se poser à l 'aéroport de Leipzig et qui a heurté un drone. Les dégâts ont été minimes. Il a été obligé de se détourner pour aller se poser pour réparation à l 'aéroport de Mannheim, qui est dans l 'ouest de l 'Allemagne. Voilà. Et puis une dizaine de jours après, il paraît qu 'on a découvert dans un champ non loin de l 'aéroport, on a découvert un troisième drone qui était là. Voilà. C 'est ça qu 'on appelle l 'affaire des drones. Donc déjà, il y a eu aucun mort ni aucun blessé, premièrement. Deuxièmement, la seule chose qu 'on avait vue, c 'est une photo d 'un drone sur une piste d 'avion. Plus, on nous a expliqué qu 'il y avait un avion de DHL qui avait été légèrement endommagé. Mais enfin, il a pu se poser sans difficulté. Bon. Acceptons -le. Mais enfin bon, moi, on me dit « C 'est un drone terroriste ». Moi, je vois un truc sur la piste. Bon. Très bien. Et puis alors, ce qui vient de se passer, c 'est que l 'Allemagne vient de dire qu 'en fait, ils avaient fait des recoulements extraordinaires. Alors c 'est à la fois le combustible qu 'il y a dedans, exogène ou je sais pas quoi. À la fois, ils auraient relevé des traces d 'ADN. Ils auraient vu des tas de trucs. Enfin je sais pas quoi. Les services de renseignement seraient sur les dents. La CIA aurait filé des infos comme quoi c 'étaient les Russes. Bon bref. Voilà. Donc c 'est les Russes. Dans le cadre d 'une guerre hybride, à partir du moment où on est dans un pays... C 'est comme Confucius. Tiens. Voilà. À partir du moment où... Ça, vous embouchez un coin, vous interlocutez. Vous dites « C 'est une guerre hybride ». Personne ne sait ce que ça veut dire. Guerre hybride, on sait pas si c 'est une guerre multifactorielle où il y a à la fois des provocations, de la désinformation, de l 'infanterie, l 'armée de l 'air, la marine, etc. Il y a tout un clavier, les armes économiques. Ça fait depuis que le monde émonde que ça existe. Le terme de guerre hybride, on a l 'impression que c 'est assez arrivé à peu près avec les moteurs hybrides, vous savez, des voitures qui étaient à la fois moteurs thermiques et électriques. En tout cas, ça embouche un coin. Quand vous dites « guerre hybride », on a l 'impression que vous êtes une grande expert. Mais quand vous creusez le sujet, vous apercevez que personne n 'a exactement la même définition d 'une guerre hybride. En fait, des gens se grattent la tête pour savoir de quoi il s 'agit. On en est là. Alors ça a fait un islam. Le gouvernement allemand, le Premier ministre d 'Internet et les Étrangers a convoqué l 'ambassadeur de Russie en Allemagne. Il y a encore un ambassadeur en Allemagne pour lui dire que c 'était une provocation scandaleuse, etc., etc., et pour dire qu 'ils allaient fermer · je crois · le consulat de Russie à Bonne, l 'ancienne capitale de l 'Allemagne de l 'Ouest, et également fermer la maison de la Russie à Berlin, et qu 'on allait voir ce qu 'on allait voir. Et alors aussitôt, il y a eu toute une chorégraphie, tout un scénario qui avait été écrit, évidemment, où on a · comme jadis, le RSS, vous savez que tous les pays frères, les uns après les autres, faisaient le même type de déclaration comme ça · là, on a eu « tous les pays sont allés », Pedro Sanchez en Espagne, on a eu Macron, on a eu les Pays -Bas, tout le monde... La Pologne, tout le monde a dit « C 'est scandaleux, c 'est scandaleux. La Russie a fait un truc absolument scandaleux, et Macron en a profité pour réclamer de nouvelles sanctions ». Il serait question de lancer un 22e... Ha ha ha ! Un 22e... C 'est la vérité, c 'est exactement un 22e paquet de sanctions contre la Russie. Alors ce qui s 'est passé au passage, c 'est que donc Jean -Noël Barreau a convoqué le chargé d 'affaires russe, parce que ça, il faut le savoir, je le dis entre... Mais les Russes ont rappelé leur ambassadeur à Londres. Et maintenant, ce n 'est plus qu 'un chargé d 'affaires russe qu 'il y a à Londres. Et ils ont fait la même chose à Paris. L 'ambassadeur Meshkov a été rappelé. Et maintenant, il n 'y a plus d 'ambassadeur. Donc il y a une ambassade. Et il y a le chargé d 'affaires. C 'était son adjoint. Alors évidemment, pour les gens qui m 'écoutent, c 'est un peu byzantin comme système, c 'est vrai. Mais dans les termes diplomatiques, c 'est pas rien, parce qu 'un

ambassadeur, c'est quelqu'un qui est un ministre plénipotentiaire, qui represse... le chef de l'État, le gouvernement qui a des entretiens stratégiques et politiques, c'est l'ambassadeur. Alors qu'un chargé d'affaires, ça montre une relation totalement dégradée. Et le chargé d'affaires, il est là pour gérer les affaires courantes. Or, ce qui est intéressant, c'est que ce sont les Russes qui prennent cette initiative. On a déjà plus d'ambassadeurs en Biélorussie à Minsk. Ça fait maintenant plusieurs années qu'on a un chargé d'affaires, parce que les relations se sont dégradées. Pour la petite histoire, la France avait envoyé · ça devait être il y a 6 ou 7 ans · un ambassadeur à Minsk. Et une fois qu'un ambassadeur arrive sur place, il descend de l'avion, il va s'installer dans l'ambassade. Il a dû croiser l'ambassadeur qu'il remplace à Paris. Il vient s'installer, il prend ses fonctions dans l'ambassade. Et la première chose que doit faire l'ambassadeur, c'est d'aller présenter ses lettres de créance au chef de l'État. Alors ces lettres de créance, c'est un document avec des sceaux, des trucs, des machins, signé Emmanuel Macron. Donc l'ambassadeur de France doit aller présenter ses lettres de créance. En l'espèce, c'était donc au président Lukashenko en Biélorussie. Ça remonte à 5 ou 6 ou 7 ans. Et donc le protocole biélorusse a demandé... Bon, alors quand est-ce qu'il vient ? On vous propose des dates. Pas de réponse. Alors ils avaient prévu une date qui avait été fixée. Ça n'a été reporté. Donc le protocole de la présidence de la République biélorusse a proposé une nouvelle date. Toujours pas de réponse. En fait, il y avait une instruction qui avait été donnée à l'ambassadeur de France. On l'a envoyé de ne pas aller présenter ses lettres de créance au président Lukashenko. C'est du dingue. C'est du jamais vu, en fait. Soit on l'envoie à l'ambassadeur, soit on l'envoie pas. C'est quoi ? C'est des gamineries. Donc à la deuxième ou troisième truc, finalement, les biélorusses ont dit que c'était terminé. Donc ils ne recevraient plus... Donc du coup, la France a retiré son ambassadeur. Et les biélorusses ont retiré le leur. Et c'est au niveau des chargés d'affaires, de telle sorte que les relations. Ce qui est complètement stupide, parce qu'un ambassadeur, normalement, ça sert justement à se parler quand on est fâché. C'est à ça que ça sert, les ambassades, notamment, d'avoir un canal de discussion, de conversation. Donc voilà. Et là, c'est la même chose. C'est que ce sont les Russes qui, en ne remplaçant pas l'ambassadeur russe à Londres ni l'ambassadeur russe à Paris, envoient un signal. Le signal qui est envoyé avec des diplomates de qualité. Alors je sais pas s'il y a encore des diplomates de qualité au quai d'Orsay. Enfin en tout cas, le ministre des Affaires étrangères, c'est vraiment le ministre le plus... Je veux pas dire de gros mots, mais enfin c'est vraiment le ministre des Affaires étrangères le plus incompetent, je crois, de toute l'histoire de France. La fonction a été écrite sous François Ier, je crois. Le ministre des Affaires étrangères. Alors on tient le pompon avec Jean-Noël Barreau. Donc ça veut dire pour ceux qui comprennent le signal, ça veut dire « Bon, maintenant, c'est terminé ». C'est -à-dire que le prochain coup, c'est la rupture des relations diplomatiques. C'est ça que ça veut dire. C'est -à-dire fermeture de l'ambassade. Les Russes reprenant tout leur personnel et demandant aux Français de dégager sous 24 heures toute l'ambassade de France. C'est ça qui nous pend au nez. Ça sera le truc juste avant la guerre. Je rappelle que lorsque la France a déclaré la guerre, par exemple, à l'Allemagne, au moment après l'invasion de la Pologne, dans le jour qui a suivi, tout le personnel diplomatique français a gagné la France. C'est d'ailleurs prévu par les conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires. Il est prévu que justement, en cas de rupture des relations diplomatiques, les États accordent mutuellement à leur personnel diplomatique la possibilité de rentrer chez eux avec femme, enfant, mari et enfant, le meuble, etc. Mais on n'en est plus très loin. Alors j'ai appris qu'il y a encore un ambassadeur de Russie en Allemagne. Je suppose que Mme Zakharova, la porte-parole des affaires étrangères du ministère russe, elle a dit que ça ne serait pas sans conséquence ce qui venait d'avoir lieu, parce que les Russes... Alors croyez-le ou pas, mais les Russes ont démenti formellement être pour quoi que ce soit dans cette affaire de drone. Et donc on dit que c'était une provocation. Et donc ils ont pris acte que la Maison rude de la Russie à Berlin était fermée. Et je crois le consulat abonne. Et donc ils ont dit que maintenant, il va y avoir les rétorsions. Et je suis à peu près certain qu'ils vont fermer un

consulat d 'Allemagne en Russie. Alors peut -être, je sais pas où, je sais pas où est -ce qu 'ils en sont. Peut -être à Yekaterinburg ou à Saint -Pétersbourg, ou les consulats comme ça qui sont en général dans des villes de province. Et à mon avis, ils vont rappeler l 'ambassadeur... Je crois qu 'il s 'appelle Netshaïev, qui est l 'ambassadeur de Russie en Allemagne. Ils vont le rappeler, purement et simplement, et dégrader ça au niveau des chargés d 'affaires. Voilà. Donc ça, c 'est pour l 'aspect diplomatique des choses. Maintenant, sur le fond du sujet, moi, je suis quand même sidéré de voir qu 'il y a absolument aucune preuve qu 'il soit présenté de quelque nature que ce soit. Et surtout, moi, j 'applique la dalle latin qui prodette « À qui profite le crime ? ». C 'est quoi l 'intérêt des Russes d 'avoir fait ça ? Je comprends pas. C 'est quoi l 'intérêt ? Alors je vois, il y a des gens qui disent « Mais c 'est pour tester les lignes de... ». Non, non, non, non. Alors ceux qui avaient intérêt à faire croire qu 'il y avait une menace russe sur l 'aéroport de Leipzig avec des drones, c 'est évidemment le gouvernement allemand au premier chef et les gouvernements des pays d 'Europe occidental ensuite, puisqu 'il y a Alternative for Deutschland justement qui est en pole position et qui veut abaisser... Qui veut retrouver des bonnes relations avec la Russie. C 'est formidable. Et toute la classe politique allemande craint quelques jours avant l 'élection que Alternative for Deutschland remporte son premier land. Il est évident que c 'est du pain béni que de sortir d 'un seul coup que suite à une enquête extrêmement approfondie. En fait, c 'est les Russes. C 'est toujours la même histoire. C 'est les Russes. C 'est les Russes. Et donc en espérant probablement que les électeurs allemands se disent « Je peux pas voter pour AFD ». Ils ont voulu quand même... Voilà. C 'est ça que je vois. Le deuxième avantage qu 'il y a à cette histoire, c 'est que vous avez vu que Mme von der Leyen aujourd 'hui a expliqué que M. Zelensky avait besoin de beaucoup, beaucoup plus de milliards que prévu. Il est question maintenant d 'envoyer encore une quarantaine de milliards d 'euros. Les Allemands en ont plus que par -dessus la casquette, comme d 'ailleurs les Français. Et donc c 'est un moyen de mobiliser les gens en disant « Vous rendez compte ? » Donc moi, je vois très bien l 'avantage très concret que retire le gouvernement allemand actuel de cette affaire. Et je vois au contraire tous les inconvénients très concrets qu 'en retire la Russie. J 'en infère donc au risque de me tromper que la Russie n 'avait aucun intérêt à faire ça. On se demande vraiment pourquoi elle l 'aurait fait. Donc a priori, c 'est pas elle. En revanche, je vois tout l 'intérêt que pouvait avoir le gouvernement de Berlin. Voilà. Alors il y a des gens qui disent « Oui, mais il y a des profs, ici et là ». Mais les profs, c 'est qui ? Ce sont des démineurs allemands qui dépendent du gouvernement allemand. Ce sont des policiers allemands qui dépendent du gouvernement allemand. Tout ça, ça me paraît cousu de fil blanc. Mais c 'est inquiétant, parce que ça veut dire que l 'Allemagne... Et Macron qui a sauté dessus en disant qu 'il faut des sanctions, on a l 'impression qu 'on est vraiment dirigé par des gens complètement siphonnés et qui vont vraiment essayer de pousser à bout l 'ours russe pour essayer d 'avoir une guerre qui pourrait dégénérer. Enfin c 'est vraiment grave. C 'est vraiment grave.

**Personne 2 :** · Une question de Nathan, et ce sera probablement la dernière. Bonsoir M. Asselineau. Bonsoir à toute l 'équipe. Lors du débat organisé par le MEDEF, l 'Assemblée des chefs d 'entreprise a ri aux éclats lorsque Jean -Luc Mélenchon a défendu l 'augmentation du SMIC. Que vous inspire cette réaction ? Et portez -vous toujours dans votre programme cette proposition ? Partagez -vous l 'analyse selon laquelle il faut d 'abord relancer la consommation populaire pour éviter la récession. Merci pour votre réponse. ·

**Personne 1 :** Alors j 'ai vu ça. Alors déjà, je suis assez d 'accord avec... Je suis d 'accord avec la remarque qui a été faite. C 'est quand même assez indécent. Il y a d 'ailleurs une dame en particulier · je n 'ai pas noté son nom, mais ça a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux · qui était une femme qui était la fille d 'un chef d 'entreprise, qui a ri aux éclats lorsque Mélenchon a parlé d 'augmenter le SMIC. Je suis d 'accord avec vous que ça n 'est pas bien. Voilà. Il doit y avoir un respect minimum. De la même façon, j 'ai vu dans un tout autre camp... J 'ai vu que sur... Je sais plus quelle... Je crois que c 'est sur France Inter. Il y a un journaliste qui a traité Jean -Philippe Tanguy, qui est un des

collaborateurs de Mme Le Pen, qui l'a traité de rat. Franchement, c'est scandaleux. On peut ne pas aimer Jean -Philippe Tanguy. C'est quand même scandaleux de traiter les gens comme ça. Enfin c'est étinoui. Donc ça veut dire... Eh bien c'est toujours un peu sur les deux mêmes contes, en fait, c'est -à -dire toujours sur LERN d'un côté ou Mélenchon de l'autre. Donc moi, je trouve que c'est tout à fait méprisant, parce que ce qui se cache derrière, c'est que - enfin vous connaissez mes années, je me permets de le redire - notre appartenance à l'UE nous a forcés à partir de l'acte unique de 1986 d'avoir la libre circulation des capitaux. La libre circulation des capitaux permet aux grands chefs d'entreprise, aux grandes fortunes... une, de mettre en -uvre ce qu'on appelle le capitalisme financier, de se sentir complètement dédouané de toute responsabilité sociale. Alors que je rappelle que dans le capitalisme, ça n'est pas toujours le cas. Il y a eu dans l'histoire du capitalisme... Certains disent que c'est du paternalisme. Mais vous avez des entreprises qui ont eu à c-ur, ou le chef d'entreprise a eu à c-ur, de favoriser le bien-être de ses ouvriers et de ses salariés. Il y a des exemples... Michelin est connu. Vous avez eu Cognac -Gets. Vous avez comme ça des entreprises qui avaient cette espèce de caractère social, alors que les révolutionnaires, les communistes jugent être de la collaboration de classe. Mais ça a existé. On s'en parlait même des utopies comme les familles listères que vous trouvez. Il y en a un dans le nord de la France. Les utopies fourriéristes du XIXe siècle. Alors maintenant, on n'en est plus là, puisque 'avec le capitalisme financier, la libre circulation des capitaux, ça permet à des détenteurs de capitaux, alors qu'ils étaient coincés - si l'on peut dire - dans les frontières françaises, de sortir les capitaux autant qu'ils veulent pour aller construire des usines. C'est de là que datent les délocalisations. Mais aussi de jouer par des jeux d'écriture comptable, de faire apparaître des déficits ou des absences de bénéfices en France et d'aller dans les paradis fiscaux. Donc la libre circulation des capitaux a eu deux effets ravageurs pour la société française. Le premier, c'est les délocalisations. Je rappelle qu'en 1978, l'industrie représentait à peu près 28 % du produit intérieur brut français. Maintenant, nous sommes tombés à 9%. Or, l'industrie, c'est ce qui fait la richesse d'un pays. En gros, il n'y a pas que ça. Mais bon, il y a des services. Mais enfin, l'industrie, c'est quand même... On s'est saboté. Et ça, c'est parce que... Je sais que c'est arrivé pareil aux États -Unis. C'est arrivé pareil avec tous ceux qui ont appliqué cette même politique, qui est en fait le pouvoir donné aux oligarques, aux détenteurs de capitaux. C'est de là que vient la montée en puissance de cette oligarchie financière transnationale. Et donc on a eu cet envolé des emplois industriels qui sont partis s'installer en Asie du Sud -Est, en Inde, dans ce continent indien, en Chine, à partir du moment où il y a eu les réformes de Deng Xiaoping avec l'ouverture progressive de la Chine. Mais eux, ils contrôlent parfaitement les mouvements de capitaux. Ils n'acceptent des capitaux qu'à la condition que ce soit dans des joint ventures, des coentreprises, comme on dit en français, où la Chine garde 50 % plus 1... Enfin 51 % des voix au conseil d'administration. Donc nous, ça a été le laissez -faire, le laissez -passer général. Donc premier événement, ça a été les délocalisations. Deuxième événement, les délocalisations fiscales. Enfin c'est -à -dire en fait ce qu'on a certainement appelé la fraude fiscale, enfin l'optimisation fiscale, et puis la fiscale. Un manque à gagner est considérable pour le budget de l'État. Voilà. Et tout ceci a eu pour effet de permettre aux très grandes fortunes de décupler leur fortune au cours des 30 dernières années. Les 10 fortunes les plus importantes de France ont augmenté de plus 2 300%. Je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que ça veut dire. Et au même moment, par un phénomène inverse, c'est que le peuple français a commencé à voir son niveau de vie tendanciellement diminuer. Et le problème, c'est notamment les catégories les plus vulnérables de la population, c'est -à -dire les pauvres et les très pauvres, telles que calculées par l'INSEE. Donc les pauvres, c'est 90 % du revenu médian, et les très pauvres, c'est 80 % du revenu médian. Alors que ces deux catégories avaient continuellement baissé depuis 1947 -48 jusqu'en l'an 2000. À partir de l'an 2000, on a une inflexion. Et maintenant, ça remonte à tout à l'heure. On voit donc en France... Ce que l'on voit d'ailleurs dans tous les pays qui sont sous la tutelle des États -Unis d'Amérique par l'intermédiaire de l'OCDE, qui ont appliqué cette même politique... Et en tout cas dans

tous les pays de l'UE, on voit cette affaire... C'est surtout des pays alors qui sont contributeurs nets, comme l'Allemagne ou la France. C'est qu'il y a en France une toute petite partie de gens qui ont de plus en plus d'argent. Quand je dis « toute petite », c'est une pellicule de... Allez, mettons 1000 personnes et encore 500 personnes qui ont de plus en plus d'argent. Et puis à l'autre bout de l'échelle, on voit des personnes qui s'appauvrissent. C'est la raison pour laquelle moi, je pense que ce système n'est pas viable, dans le risque de nous mener... Mise à part les questions économiques et macroéconomiques par ailleurs, mais c'est un système qui n'est pas viable. Voilà. C'est un système qui n'est pas viable et qui nous mène directement vers des événements révolutionnaires. Si c'est pas maintenant, c'est dans 2 ans, c'est dans 5 ans, parce qu'on ne voit pas ce qui va permettre de contrecarrer cela. Donc il faut en effet... Et je l'ai prévu dans mon programme. Et là, je suis d'accord avec Mélenchon. Je connais pas les détails. Mais là où je suis d'accord, c'est qu'il faut en effet redonner dans la valeur ajoutée plus de part au travail par rapport au capital. Tout a été pour le capital, pour la rémunération du capital. Il faut redonner du pouvoir d'achat aux Français, et notamment aux catégories les plus modestes. Ça, c'est une preuve très importante. Mais... Et là, je me distingue de M. Mélenchon. Alors les éclats de rire des gens, ça, je trouve ça absolument scandaleux, parce que quand vous êtes... Bon. Si vous faites partie des 500 personnes en France qui ont une fortune supérieure à 500 millions d'euros, bon... C'est indécent, en fait. C'est honteux. Voilà. C'est scandaleux. Bon. Alors là, ce qui me distingue de Mélenchon, c'est que lui, par ailleurs, on a l'impression qu'il n'a pas une maîtrise parfaite des enseignements de l'économie, parce que je sais bien une chose. Je suis pas bête. Je sais bien que si on redonne du pouvoir d'achat aux Français... Alors j'ai prévu, moi, de donner je crois dès la première année, plus 12%. On précisera ça dans l'apparition de notre nouveau programme. Et d'augmenter de 20 % à 25 % sur les 5 ans le pouvoir d'achat. J'ai noté, d'ailleurs, que M. Édouard Philippe a prévu d'augmenter sur les 5 ans de 20 % en eurofix, comme on dit. Il s'est peut-être déflaté de l'inflation. Il a prévu d'augmenter la rémunération des enseignants de plus 20 % en 5 ans. Je le signale au passage. Là, je crois pas, d'ailleurs, que le MEDEF... Et il clôtait de rire lorsque M. Philippe a dit ça. Plus égratement, il ne l'a pas dit devant le MEDEF. Il est plus roué. Donc nous, on a prévu d'augmenter peut-être 25 % la rémunération sur 5 ans. Mais je ne suis pas bête, parce que je sais bien qu'un certain nombre de très grandes entreprises qui font du profit auront les moyens d'encaisser ça. Mais elles seront tentées de délocaliser, parce qu'elles se diront déjà... On a des mains d'œuvre très importantes, des coûts salariaux, des prestations sociales très importantes. Si on augmente encore là-bas, on va se délocaliser. Et ce que je dis des grandes entreprises, je le dis encore plus des PME, parce que les petits patrons, ils ont pas forcément la possibilité ni la capacité... Ils ont pas forcément les équipes, etc., etc., si c'est une toute petite entreprise, pour se dire qu'ils vont délocaliser leur production, par exemple, au Bangladesh. Ça, il faut quand même avoir des reins un peu solides. Donc il peut y avoir aussi ce qui se passe d'ailleurs en France, c'est -à-dire une augmentation considérable des faillites. C'est la raison pour laquelle il faut absolument que ce dispositif d'augmentation du SMIC pour les catégories modestes de la population s'accompagne d'une augmentation des dégrèvements pour les TPE, notamment de leur charge sociale, pour que l'opération soit une opération à peu près blanche pour leur compte de résultat. Ça, c'est un point fondamental. Quant aux grandes entreprises, M. Mélenchon passe son temps à fustiger les 270 milliards d'euros que l'on donne aux grandes entreprises. J'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer. J'y reviens. Ce que M. Mélenchon ne dit pas, c'est que si l'État... Alors déjà, faudrait faire le distinguo, parce qu'il y en a qui sont des subventions d'équilibre pour des services publics, des entreprises publiques. Donc les 270 milliards d'euros sont un chiffre général livré comme ça, jeté en pâture à l'opinion publique pour se scandaliser. En fait, il faut rentrer un peu dans le détail. On s'aperçoit que c'est quand même beaucoup moins selon les cas. Mais il est vrai qu'il y a des entreprises auxquelles l'État donne des subventions qui parfois se chiffrent en milliards, alors même qu'elles servent des dividendes confortables à leur actionariat, et qu'elles dégagent une rentabilité satisfaisante. Donc Mélenchon s

'en offusque. Eh ben moi, ce que je dis, c'est que tout ça, c'est bel et bien chez M. Mélenchon, sauf qu'il veut rester dans l'UE. Et donc il est... de rester dans la libre circulation des capitaux. C'est un point fondamental. Or, vous ne pouvez pas demander à un chef d'entreprise de forcer à augmenter les salaires, de réduire en néant les subventions de l'État, et qu'il n'y ait pas de conséquences. C'est -à -dire il fera quoi ? Il dira « Mesdames et messieurs, je m'en vais ». Et il prendra la poudre des escampettes et il ira s'installer ailleurs. C'est -à -dire que le système Mélenchon, c'est un système qui nous met tout droit vers une accélération de la désindustrialisation de la France. Moi, je suis en faveur de la réindustrialisation de la France. Mais il faut être sérieux. C'est -à -dire comment on peut réindustrialiser la France ? Dans le contexte actuel, c'est impossible. D'ailleurs, vous avez vu le programme de M. Macron. Il a dit qu'il y avait la réindustrialisation. Il y avait comment il s'appelait François Hollande, qui avait confié le poste à Montebourg. Donc ministre de la... Je sais plus, de redressement industriel ou quelque chose comme ça. Bon. Il n'y avait rien redressé du tout à Montebourg, sauf le niveau de son compte en banque en étant ministre. Bon. Comment pouvez-vous faire de la réindustrialisation lorsque vous avez une monnaie qui est l'euro qui est trop chère pour notre compétitivité, lorsque vous avez des salaires qui sont trop élevés et qu'on va augmenter encore, des charges sociales qui sont trop élevées, et que par ailleurs, vous avez la libre circulation des capitaux ? Ben les entreprises, elles s'en vont. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. Et si on fait la politique Mélenchon, on passera en quelques années... On passera de 9 % à 2 % de l'industrie dans le PIB, 9 % ou 4 % alors que moi, ce que je propose est bien différent. M. Mélenchon ne veut pas sortir de l'UE ni de l'euro. Il avait traité ce qui est... Il voulait sortir de l'euro de maréchaliste, c'est -à -dire de pétainiste. Nous, on veut sortir de l'UE, sortir de l'euro. Mais pourquoi on le veut ? Parce que à partir du moment où on sera sorti de l'UE, on pourra mettre un terme à la libre circulation des capitaux. On reviendra à la situation de la France d'avant 1986. Je remonte pas à l'âge de Néandertal. Je remonte à l'âge de 1986. On reviendra à la situation des 30 Glorieuses. Je rappelle que les grands pays qui se développent à toute allure, la Chine, Taïwan, la Thaïlande, l'Inde, n'ont absolument pas de libre circulation des capitaux. Et je rappelle que la libre circulation des capitaux, elle est en train d'entraîner partout, y compris aux États-Unis, y compris au Japon, y compris... Et en France, n'en parlons pas. Et même en Allemagne, elle est en train d'entraîner l'effondrement de l'industrie. Donc nous, on sortira de l'UE et on rétablira le contrôle des mouvements de capitaux. C'est -à -dire que si une entreprise veut délocaliser, on dira quel est votre projet. Et puis si ça ne nous convient pas, on dira non. C'est ce qui existait avant. Voilà. Les entreprises seront donc coincées sur le marché national. Mais je vais plus loin. Parce que je sais bien que les entreprises vont dire « Mais attendez. Comment je vais faire pour résister face à la concurrence internationale ? ». Si vous m'empêchez, si vous me forcez à produire à des coûts très élevés et qu'il y a la concurrence internationale... Et c'est là que je dis quoi. Ben je fais ce que fait Trump. C'est -à -dire que sortant de l'UE, nous récupérons notre commerce extérieur. Et donc j'impose des droits de douane. Et là, c'est moi qui les régule. Parce que la France n'a plus le droit. C'est l'UE qui fixe les droits de douane, le tarif extérieur commun étant quasiment zéro. C'est 2 % ou 2%, 3%. C'est pratiquement rien. En fait, l'UE est devenue une zone de libre-échange généralisée. À partir du moment où... En ce cas, fait Trump en remontant les taux... Bon. Il l'a fait à la Trump, c'est -à -dire de façon fantasque, de façon exagérée, de façon brouillonne, de façon grotesque, ridicule, avec la tignasse orange, etc. Ça, il est un peu grotesque. Mais sur le fond, il a quand même eu raison. C'est -à -dire qu'il a mis des barrières à l'entrée, qui fait qu'on assiste à une relocalisation. Eh ben ça, c'est ça qu'il faut faire. Parce que bon, avant de faire les choses, j'ai fait à José. Moi, je connais la vie de l'entreprise. Les chefs d'entreprise, il faut les mettre dans des conditions où leur activité sera rentable, pour qu'elle soit rentable et pour qu'on redonne du pouvoir... Il faut à la fois que les entreprises soient rentables, qu'elles ne délocalisent pas et redonner du pouvoir d'achat aux Français. Eh ben il n'y a pas de mystère. Il faut sortir d'une européenne et sortir de l'euro, avoir une nouvelle monnaie nationale qui se dépressera assez

naturellement de 15 %... À peu près... Il suffit de regarder les soldes de la balance des paiements courants à l'intérieur de Target 2. Et nous aurons quoi ? Nous assisterons à une baisse des importations, une augmentation du prix des importations d'hydrocarbures. Enfin bon, comme on sortira aussi du marché de l'énergie, on baissera considérablement le prix de l'énergie pour les Français. Donc les Français s'y retrouveront. Et puis deuxièmement, nous mettrons des droits de douane en fonction de l'intérêt des droits... D'ailleurs, à la Suisse, c'est -à-dire par exemple, on pourra très bien envisager, lorsqu'il y a la production de cerises en France, d'avoir des droits de douane importants sur les cerises d'importation. Et puis lorsque la saison des cerises ou des fraises est passée en France, faites comme les Suisses. Rebaissez les droits de douane pour que le consommateur puisse acheter des cerises ou des fraises qui viendraient du Maroc, du Sénégal, mais hors saison. Donc tout le monde est content, en fait. C'est ça, une politique intelligente. Mais ça, on ne peut pas... C'est pas nous qui fixons nos droits de douane. Nous ne pouvons pas fixer nos droits de douane. Et les droits de douane sont quasiment égaux à zéro. Donc au total, moi, ce que je propose en français, c'est une politique très réfléchie, qui essaye de concilier les intérêts de la France et des Français, les intérêts des entreprises. Et je rappelle aussi qu'il faut quand même être un peu kénésien dans la pensée économique. À partir du moment où on redonne du pouvoir d'achat aux Français, eh ben ils vont pouvoir acheter des produits... Ils seront plus français qu'avant, puisqu'on aura mis des barrières, on aura mis des droits supérieurs pour les produits d'importation. On pourra donc voir non seulement des relocalisations, mais on pourra voir aussi une baisse du chômage et puis une augmentation du taux de croissance. Et donc une baisse... Comment dirais-je ? Un rééquilibrage des comptes sociaux, comme on dit, c'est -à-dire une baisse des prestations chômeurs. Et donc on aura par des phénomènes - comment dirais-je ? - de correction automatique... On verra apparaître une baisse de la dépense publique, avec une augmentation de la croissance qui rapporte des impôts et avec une baisse des dépenses, notamment la baisse du chômage. Bon, on a beaucoup d'autres idées sur la baisse des dépenses publiques. C'est un sujet tout à fait fondamental. Mais voilà ce qui est important de dire. C'est vraiment important de dire que la sortie de l'UE, la sortie de l'euro sont des éléments absolument fondamentaux pour avoir une politique économique crédible. Vous ne pouvez pas faire le reste. Et ce qui est très important de comprendre, c'est que les autres, en fait, n'ont aucune solution. Parce qu'il n'y a plus de solution. Ce qui est en train d'arriver, c'est en fait que l'explosion de l'UE et la sortie de la France de l'UE, de toute façon, va nous exploser à la figure. J'ai reçu un courrier aujourd'hui même de Philippe Juvin, qui est le rapporteur de la Commission des finances, que je salue, qui est un homme pour qui j'ai de l'estime, et qui a eu la gentillesse, la courtoisie de m'écrire une lettre pour m'inviter à venir le voir, pour parler du projet de loi de finances pour 2027, en tant que futur candidat à l'élection présidentielle. Bon, je trouve ça bien. Donc je vais aller le voir. Mais moi, ce que je pense vraiment fondamentalement, c'est que maintenant, c'est en dehors des limites. Parce qu'on ne peut pas baisser les prestations, les subventions données aux entreprises. Sinon, elles vont partir. Et si on continue comme ça, si on a les propositions de M. Lisna, etc., qui consistent à dire « affuérin, affuérin, affuérin », je suis favorable, mais j'en ai déjà parlé, mais je vais consacrer des choses expresses sur ces questions. Mais lorsqu'on dit « on va mettre 250 000 fonctionnaires ou 300 000 fonctionnaires à la porte », ils vont devenir quoi ? On va en faire quoi ? Il y a 8 % de taux de chômage. Et qu'est-ce qui va se passer ? Quelle va être l'évolution en termes d'augmentation des prestations chômage ? C'est quoi, le truc ? Et comment va se porter notre taux de croissance ? Ce sont des sujets fondamentaux. Parce que l'économie, c'est une science qui est compliquée et où il y a souvent des effets inattendus qui se produisent. Par exemple, des gens, si vous tapez dans les dépenses publiques, si vous divisez brutalement les dépenses publiques, contrairement à ce que peuvent croire des gens qui n'ont pas fait de persuasion de cours d'économie approfondies, au bout du compte, vous pensez que si vous diminuez vos dépenses, vous allez avoir une baisse du déficit. Pas toujours. Parce que si les dépenses publiques ont pour effet de ralentir le taux de croissance de l'économie avec ce qu'on

appelle les multiplicateurs canadiens, c'est -à -dire que les gens sont au chômage, donc ils réduisent leur consommation. Donc le boucher du coin, etc., ou charcutier qui... Bah lui -même, il voit le nombre de clients diminuer. Donc lui -même, il valise... un de ses employés, et puis l'employé lui -même, etc. Donc il y a un effet pervers, il y a un effet récessif dans ce genre de choses. Est -ce que ça a été envisagé ? Est -ce que ça a été chiffré ? Ce sont des choses absolument fondamentales. C'est pour ça que l'on peut avoir des phénomènes. Donc il faut être très précis dans ces questions. Et ce que je crains profondément, c'est que la dette de la France... Alors c'est vrai qu'il y a une partie de la dette qui est due à la gestion délirante du Covid par Macron. Délirante et à mon avis sciemment pernicieux, sciemment volontairement destructrice. Mais pas que s'il y a eu ces prestations sociales, etc., qui ont été mises. C'est pour avoir ce qu'on appelle les amortisseurs sociaux face à une situation où la France est en train d'être plumée. J'ai dit qu'on est passé de 28 % à 9 % d'industrie dans le PIB. L'agriculture est en train de suivre la même pente. On est en train d'être plumée parce qu'on donne des sommes par milliard à l'UE, à Zelensky. C'est totalement récessif, puisque l'on donne de l'argent qu'on ne revoit plus qu'elle n'est même pas investie dans l'économie française. D'ailleurs, M. Lisna, Mme Knafo, M. Zemmour, tout ce petit monde, tous ces libéraux, etc., n'envisagent pas un instant de diminuer nos versements à l'UE et à Zelensky. En fait, on est dans un système qui, s'il se poursuit, va mener à un appauvrissement accéléré des Français, une honnête explosive. Tout ça ne peut mener qu'à une gigantesque conflagration en France d'un État qui s'effondre. Et je crains beaucoup à ce moment -là les pires violences d'une guerre civile atroce. On est là. On est là. C'est la raison peut -être pour laquelle, d'ailleurs, le rapporteur de la Commission des finances a demandé que je vienne le voir pour que je lui donne un petit peu ce que j'en pense. Mais il est très aimable. Je vais y aller volontiers. Mais c'est pas uniquement M. Philippe Juvin et la Commission des finances. D'ailleurs, j'aimerais si c'est le cas, je demanderais à ce que ce soit filmé, que tous les candidats viennent de dire un petit peu leur potion. Voilà. Mais je serais amené à lui dire que quiconque restera dans l'UE et dans le ro, sera incapable de redresser la France.

**Personne 2 :** · Allez, autorisons -nous la question de Florian pour conclure. Je rappelle simplement que le programme de l'UPR est en ligne sous la vidéo. Celui de 2022 qui se met à

**Personne 1 :** jour... ·

**Personne 2 :** Absolument. Alors Florian, M. Asselineau, juridiquement, il n'est pas possible de sortir de l'euro sans sortir de l'UE. Néanmoins, pensez -vous qu'une sortie anticipée de l'euro est possible avant même l'adoption de l'accord de sortie de l'UE ? Merci. ·

**Personne 1 :** Oui. Alors on me fait signe en régie que le temps... Je le vois. De toute façon, on a une pendule. Le temps est dépassé. Et on me fait signe qu'il faut que je réduise. Pourtant, ce que je dis, c'est quand même assez intéressant, il me semble. Voilà. Donc Lucas... Bref. C'est peut -être... Faudra en reparler une autre fois. J'ai fait une conférence qui est assez lointaine maintenant. Ça fait au moins 7 ou 8 ans ou 10 ans, qui s'appelle « Le jour d'après ». J'y envoie. Mais cet interlocuteur, cet internaute a raison. C'est que la théorie est la pratique. Si je suis élu à l'Élysée, je l'y dis, redis, re -redis. Avec moi, il n'y a pas de loup dans le placard. Je fais ce que je dis et je dis ce que je fais. Donc ne vous attendez pas à faire un peu comme Gerd Wilder, vous savez, au Pays -Bas, qui s'était fait élire en disant qu'il allait faire un référendum sur le deux -checks -its, c'est -à -dire la sortie des Pays -Bas de l'UE, puis une fois qu'il a été élu, terminé. Donc moi, je... Fiez -vous aux gens en qui vous avez confiance, ceux qui n'ont jamais trahi votre confiance. Voilà. Ça, c'est absolument fondamental. Quelqu'un qui n'a jamais trahi votre confiance. Et donc là, si je suis élu, je convoquerai dans les jours suivant la prise de fonction un sommet des chefs d'État et du gouvernement de l'UE à Paris. Et puis je lancerai la procédure de sortie du Nord -Urbaine par l'article 50. Et il n'y aura pas de référendum. Je ne vais pas faire un référendum auprès des Français pour leur demander s'ils sont d

'accord pour que je mette en œuvre la politique pour laquelle ils m'auront élu la semaine d'avant. Ça n'a pas de sens. Ça change tout. Parce que ceux qui vous promettent... D'ailleurs, je ne sais même pas s'il y en a qui promettent. Mais ceux qui, éventuellement, vous promettraient de faire... Mais je crois qu'il n'y en a pas sur la scène politique. Ceux qui vous promettraient de faire « Mme Le Pen, non. M. Mélenchon, non », fait personne. Mais éventuellement, quelqu'un qui vous promettrait de faire un référendum sur la sortie de l'UE... Personnellement, je trouve ça dingue. Pour moi, je ne pense pas qu'on peut pas, à mon avis, sauver, gouverner la France pour la sauver, la redresser, si on reste dans l'UE. Donc les gens qui disent « Vous m'élisiez, puis je vais faire un référendum », si les gens disent non, alors ils font quoi ? Ils restent là -dedans. Est-ce qu'on imagine De Gaulle disant « Voilà, Françaises, Français, je voudrais organiser un référendum pour savoir s'il faut poursuivre le combat contre l'occupant itinéraire ? Non, ça n'a pas de sens ». Donc moi, je serais élu pour appliquer un programme. Je l'appliquerais. Alors la première chose, j'organiserais une réunion des chefs d'État et de gouvernement à Paris très gentil, voilà, en bon terme. Et je lui dirais, j'ai eu que des chers amis, voilà. La France a décidé d'appliquer son droit inaliénable et souverain, d'appliquer l'article 50 du TFUE, c'est -à -dire de sortir de l'UE. Et nous avons deux ans pour le faire. Voilà. Donc c'est ça qui se passera. Alors évidemment, évidemment qu'il y aura du remu-ménage sur les marchés financiers. Bien sûr qu'il y a des spéculateurs qui essaieront de s'y mettre. Mais j'ai déjà répondu plusieurs fois à cette objection. Il faut savoir que la politique du pire, c'est rarement ce que font les chefs d'État. Et rarement également ce que souhaitent les marchés financiers. Les marchés financiers, en ce moment, ils sont inquiets sur la France. C'est pour ça que notre taux d'intérêt - je l'ai dit - est à 4,27%. Si ils passent à 5%, 6%, 7%, la France va être totalement ruinée. Les marchés financiers, si on leur dit que la France a décidé de sortir de l'UE et de l'euro de façon calme, en bon ordre, avec un chef d'État digne de ce nom et qui présente également un programme et qui met en œuvre immédiatement un programme de véritable réduction des dépenses de l'État et des collectivités locales... Je rappelle par exemple que je suis le seul candidat à proposer la suppression des régions, les régions qui n'existaient pas jusqu'en 1972, qui ont été créées sous forme d'établissements publics administratifs en 1972 par Pompidou. Il y avait 5 à 10 ou 15 personnes, enfin, personnes, et qui ont été transformées par Mitterrand en 1981 en collectivité locale de plein exercice, avec 1 785 conseillers régionaux qui ont tous leur voiture de fonction. Enfin le coût des régions, 5 milliards d'euros par an minimum. On ne savait pas quoi leur donner. Il a fallu inventer des répartitions des trucs. Bon. On peut se passer des régions. Évidemment, pourquoi je suis le seul à le proposer ? Parce que évidemment, que du RN jusqu'à LFI, ils sont tous en train de croûter, ils ont des conseillers régionaux, tous ces partis. Alors le Renaissance, LR, etc., le Parti socialiste, j'en parle même pas. Donc vous ne pouvez pas demander à un candidat issu d'un des... Ce qu'on appelle les grands partis de s'attaquer à l'un des problèmes qui sont les coûts de fonctionnement de l'État. Pareil d'ailleurs, je propose une réduction drastique du nombre de sénateurs. Vous le verrez dans mon programme. Je propose aussi une réduction drastique - et je l'avais déjà proposé - du nombre de députés. Mais ça, ce sont des choses que les autres candidats ne peuvent pas faire, puisque leur troupe croûte dessus, voilà, à partir du moment où un chef de l'État prendra ses décisions et dira « Voilà, nous allons sortir de l'UE ». Voilà l'échéancier pour progressivement arriver à l'équilibre budgétaire. Pas en un an, c'est impossible. Mais à l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible. Je peux vous dire que les marchés financiers et nos partenaires européens reprendront confiance avec la France. C'est la raison pour laquelle cette question... Bien sûr, on n'attendra pas 2 ans pour sortir de l'euro. On verra en fonction de ce qui se passe. Mais il faudra certainement accéder à cette sortie de même qu'à accélérer aussi la sortie de l'UE. Et là, de ce point de vue, nous aurons quand même un argument essentiel. C'est que la France est des traits largement contributrices nets. Voilà. Donc on dira à Mme von der Leyen et autres « Écoutez, accélérons le mouvement, hein, parce que sinon, ben on paye plus ». Voilà. Et si la France arrête de payer, comme on doit représenter maintenant à peu près bon an mal an, à peu près un 6e - je pense

· des recettes de l'UE, ça veut dire qu'il risque d'y avoir des coupes sombres... Alors dans les budgets, les fonctionnaires de la Commission, certainement pas. Ils se serviront d'abord. Mais il y aura des problèmes sur les programmes, des choses comme ça. Voilà. Donc il y aura certainement une volonté d'accélérer les choses. L'important... important pour cette transition fondamentale, que de toute façon, va arriver. Il vaut mieux qu'elle arrive, qu'elle se fasse à froid, pas dans un état de panique et de crise générale, et qu'elle se fasse avec quelqu'un · excusez-moi · mais quelqu'un de compétent, quelqu'un qui ait de la bouteille, quelqu'un qui connaisse les finances, qui connaisse les affaires internationales, quelqu'un qui connaisse les réactions des uns et des autres, quelqu'un qui est fiable. Quelle serait la fiabilité que les marchés financiers pourraient accorder à un Bruno Le Maire ou un Gabriel Attal ? C'est zéro. C'est un zéro pointé. Et puis si c'était Mélenchon, alors voilà, ça serait quand même la panique à bord, parce que les déclarations qu'il a faites sont tellement extravagantes par rapport au fonctionnement normal d'une économie. Je veux bien qu'on soit de gauche, mais il y a quand même des limites à l'incompétence ou aux fausses promesses, en fait. Parce que moi, ce que dit Mélenchon me rappelle furieusement les promesses de Tsipras en Grèce, qui avait dit « On allait voir ce qu'on allait voir ». Et puis une fois qu'il a été élu, ben ça a été le programme de Tsipras, qui était un grand ami de Mélenchon, et en fait, il a appliqué un programme ultralibéral. Avec Asselineau, vous n'aurez pas un programme ultralibéral. Vous aurez le programme que j'aurais indiqué. Je ne dis pas que ce sera une vallée de roses. Il y aura très probablement des moments un peu difficiles, des négociations aussi. Mais je pense qu'à partir du moment où nos partenaires et les marchés financiers sauront qu'il y a quelqu'un de sérieux, excusez-moi de le dire, mais de compétent et de raisonnable à l'Élysée, ils pousseront en fait un gros soupir de soulagement et puis ils diront « Bon ben au moins, on est à rassurer ». C'est pas le truc génial, mais au moins, on sait où on va. Parce que la pire des choses pour les marchés financiers, c'est de ne pas savoir où on va. Et actuellement, la dette française, elle est en train d'exploser les taux d'intérêt parce que les marchés financiers ne savent pas où l'on va. Voilà. Merci de m'avoir écouté. C'était une dernière question. Elle était sérieuse, cette fois-ci. Il est vraiment en retard. Je vous prie de m'excuser. J'espère que ça vous a intéressé. Je vous donne rendez-vous au direct numéro 125 mercredi prochain. Nous serons le 9 septembre. Et puis je vous suggère de participer à notre grand mouvement de libération nationale. J'ai eu l'occasion de le dire. Je le redis là. Le mois d'août s'est clôturé par... On n'avait jamais eu autant d'adhésions de dons depuis la création du Père au cours du mois d'août 2026. J'espère que ça va se poursuivre. Donc je lance ici un appel vibrant. Et dans quelques jours, on va lancer la cagnotte pour la campagne. Donc je vous lance un appel vibrant. C'est le moment d'adhérer. C'est le moment de nous faire un don pour ceux qui ne souhaitent pas adhérer. C'est le moment de payer votre cotisation annuelle. Et c'est le moment aussi d'envisager de nous rejoindre à notre université d'automne, parce que ça va être quand même un événement politique. Il y aura deux table-rondes très importantes. Mais il y aura aussi... Voilà. On vous parlera. On parlera. On adorera des ateliers sur des sujets très concrets concernant la campagne. Et puis il y aura mon discours où je vous livrerai quand même quelques grandes innovations du programme à venir. Voilà. Donc ça, vous trouverez le formulaire d'adhésion. C'est sur notre site [upr.fr](http://upr.fr). Merci à tous et à tous de m'avoir écouté. Et puis vive ! Vive l'indépendance nationale et vive la France.